

3 1761 11638681 4



CUSTOMS PROPOSALS • PROPOSITIONS DOUANIÈRES

Ottawa, September 24, 1999

Ottawa, le 24 septembre 1999

In this publication, you will find two proposals for change in customs procedure for the attention of all parties involved in importing commercial shipments into Canada. They are a follow-up to Customs Notice N-265, *Time Frames for the Release of Goods*, issued on January 29, 1999.

Note: We are looking for comments or suggestions on this Customs Proposal.

Estimated Time and Date of Arrival of Commercial Goods

1. Cargo control documents (CCDs) issued by carriers, freight forwarders, or agents to the importer or customs broker **before** the arrival of the goods at the customs office of release must show the estimated time and date of arrival of the goods at the destination customs office. CCDs issued **after** the arrival of the goods at the customs office of release must show that the goods are on hand.
2. The exception to the above is a situation called "Driver Waiting" at highway border locations, where the carrier, importer, or broker has indicated "Driver Waiting" on the CCD of the release package. This indicates that the goods are on hand at the time the release request is submitted.
3. We are proposing this procedure in order to determine whether the release request is submitted within the specified time frames and to facilitate the scheduling of the examinations of the goods.

Vous trouverez dans cette publication, deux propositions de changement aux procédures douanières destinées à toutes les parties intervenantes dans l'importation de marchandises commerciales au Canada. Elles font suite à l'Avis des douanes N-265, *Délais pour la mainlevée des marchandises*, publié le 29 janvier 1999.

Nota : Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou suggestions au sujet de cette proposition douanière.

Heure et date d'arrivée prévues des marchandises commerciales

1. Les documents de contrôle du fret (DCF) émis à l'importateur ou au courtier en douane par le transporteur, le transitaire ou le mandataire **avant** l'arrivée des marchandises au bureau de mainlevée doivent indiquer l'heure et la date d'arrivée prévues des marchandises au bureau de douane de destination. Les DCF émis **après** l'arrivée des marchandises au bureau de mainlevée doivent attester que les marchandises sont disponibles.
2. Il y a exception à ce qui précède pour les « chauffeurs en attente » dans les bureaux frontaliers terrestres, lorsque le transporteur, l'importateur ou le courtier a indiqué « chauffeur en attente » sur les DCF de mainlevée. Cela signifie que les marchandises sont disponibles au moment où la demande de mainlevée est présentée.
3. Nous proposons de mettre en oeuvre cette procédure afin de déterminer si les demandes de mainlevée sont présentées dans les délais prescrits pour une planification efficace de l'examen des marchandises.



4. Where "Location of Goods" is a field on the CCD, the estimated time and date of arrival or goods on hand indicator may be included as part of the location of goods information. If the document does not have this field, the information should be indicated in an area of the document that is clearly visible.

Before Arrival

5. Under normal procedures for the Pre-Arrival Review System (PARS), the importer or broker will provide the estimated time and date of arrival as part of the mandatory release information. PARS includes AIRPARS, INPARS, MARINEPARS, and RAILPARS.

After Arrival

6. Where the importer or broker uses a post-arrival service option, such as a release on minimum documentation (RMD), and does not provide an estimated time and date of arrival as part of the release information, we will assume that the goods are available for examination at the customs office of release at the time the release request is submitted.

7. Where the importer or broker uses a post-arrival service option and the goods are not available for examination at the time the release request is submitted at the customs office of release, the release information must include the estimated time and date of arrival of the goods at the destination customs office. The release request must be submitted within the time frames and policy outlined in Customs Notice N-265. Importers or brokers should use this type of transaction only where PARS is not viable.

4. Lorsqu'un DCF comporte une zone intitulée « Emplacement des marchandises », l'heure et la date d'arrivée prévues ou la mention indiquant que les marchandises sont disponibles peut faire partie des informations relatives à l'emplacement des marchandises. Si le document ne comporte pas une telle zone, ces informations doivent être indiquées dans un endroit visible du document.

Avant l'arrivée

5. Conformément aux procédures relatives au Système d'examen avant l'arrivée (SEA), l'importateur ou le courtier doit fournir l'heure et la date d'arrivée prévues avec les renseignements de mainlevée requis. Le SEA inclut le SEA-Air, le SEIA, le SEA-Eau et le SEA-Rail.

Après l'arrivée

6. Lorsque l'importateur ou le courtier utilise une option de service après l'arrivée des marchandises, par exemple la mainlevée contre documentation minimale (MDM), et ne fournit pas l'heure et la date d'arrivée prévues avec les renseignements de mainlevée, nous présumerons que les marchandises sont disponibles à des fins d'examen au bureau de mainlevée au moment où la demande de mainlevée est présentée.

7. Lorsque l'importateur ou le courtier utilise une option de service après l'arrivée des marchandises et que les marchandises ne sont pas disponibles à des fins d'examen au moment où la demande de mainlevée est présentée au bureau de mainlevée, l'heure et la date d'arrivée prévues au bureau de douane de destination doivent être fournis avec les renseignements de mainlevée. La demande de mainlevée doit être présentée dans les délais prescrits et selon les modalités énoncées dans l'Avis des douanes N-265. Les importateurs et les courtiers doivent effectuer ce genre de transaction seulement lorsqu'ils n'ont pas l'option du service SEA.

8. The estimated time and date of arrival may be provided by the importer or broker in one of the following ways:

(a) Electronic Data Interchange (EDI):

- (1) in the "Goods Location" field in addition to the Warehouse Location or Warehouse Sub-location code; or
- (2) in the "Description of Goods" field.

Note: We prefer option (1).

(b) Paper or hard copy:

- (1) on the lead sheet of the release package; or
- (2) highlighted on the cargo control document.

9. This proposal is expected to take effect on April 3, 2000.

Container Number

1. Where goods are in a container, the importer or broker must provide the container number(s) to customs as part of the release information.

2. We are proposing this procedure in order to facilitate customs processing and examination of goods.

3. The container number(s) may be provided by the importer or broker in one of the following ways:

(a) Electronic Data Interchange (EDI):

- (1) in the "Container Number" field; or

8. L'heure et la date d'arrivée prévues peuvent être communiquées par l'importateur ou le courtier de l'une des façons suivantes :

a) Échange de données informatisées (EDI) :

- (1) dans la zone « Emplacement des marchandises » en plus du code de l'emplacement des marchandises ou du code de l'entrepôt;

- (2) dans la zone « Description des marchandises ».

Nota : Nous préférons l'option (1).

b) Documentation papier ou copies imprimées :

- (1) sur la feuille de renseignements qui accompagne les documents de mainlevée;

- (2) surlignées sur le document de contrôle du fret.

9. La date prévue d'entrée en vigueur de cette proposition est le 3 avril 2000.

Numéro de conteneur

1. Lorsque les marchandises se trouvent dans un conteneur, l'importateur ou le courtier doit fournir le(s) numéro(s) de conteneur(s) aux douanes comme faisant partie des renseignements de mainlevée.

2. Nous proposons de mettre en oeuvre cette procédure afin de faciliter le traitement douanier et l'examen des marchandises.

3. L'importateur ou le courtier peut fournir le(s) numéro(s) de conteneur(s) de l'une des façons suivantes :

a) Échange de données informatisées (EDI) :

- (1) dans la zone « Numéro de conteneur »;

(2) in the "Description of Goods" field.

(2) dans la zone « Description des marchandises ».

Note: We prefer option (1).

(b) Paper or hard copy – on the cargo control document of the release package. The carrier, freight forwarder or agent is responsible for including this information when providing the cargo control document to the importer or broker.

4. This proposal is expected to take effect on April 3, 2000.

General Information

We welcome your comments or suggestions on these proposals by October 29, 1999. Please send them to the following address:

Mark Laramore
Release Policy
Import Process Division
5th floor
Connaught Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-0202
Fax: (613) 957-9717
Email: mark.laramore@ms.rc.gc.ca

Nota : Nous préférons l'option (1).

b) Documentation papier ou copies imprimées – sur le document de contrôle du fret des documents de mainlevée. Le transporteur, le transitaire ou le mandataire a la responsabilité d'inclure ces renseignements lorsqu'il fournit le document de contrôle du fret à l'importateur ou au courtier.

4. La date prévue d'entrée en vigueur de cette proposition est le 3 avril 2000.

Renseignements généraux

Vous pouvez nous faire part de vos commentaires ou suggestions au sujet de ces propositions d'ici le 29 octobre 1999. Veuillez nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

Mark Laramore
Politique de la mainlevée
Division des processus d'importation
Immeuble Connaught
5^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 952-0202
Télécopieur : (613) 957-9717
Courriel : mark.laramore@ms.rc.gc.ca



CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, October 7, 1999

Ottawa, le 7 octobre 1999

This proposal is for the attention of all importers, customs brokers, and agents involved in the process of importing commercial shipments into Canada or exporting commercial shipments from Canada.

Note: We are looking for comments or suggestions on this customs proposal.

Disclosure of Business Number Information

Background

1. Under the legislation, including the *Excise Tax Act*, *Income Tax Act*, and *Customs Act*, we have an obligation to ensure that registration information for clients is not released to an unauthorized third party. Power of attorney obtained by a customs broker to act on a client's behalf for "interim accounting" does not extend authority to acquire detailed client information.

Proposed Change

2. We will no longer provide Business Number (BN) Import/Export (RM) account-related information to customs brokers or agents **unless** Form RC59, *Business Consent Form*, has been completed and signed by the client and is on file with our Business Number registration office.

3. If we do not have this form, the customs broker or agent will have to contact the client to obtain any information related to the BN, including confirmation of existing account information (the account number, name, address, etc.).

Cette proposition aura des répercussions sur les importateurs, les courtiers en douane et les agents qui traitent les expéditions commerciales qui sont importées au Canada ou qui en sont exportées.

Nota : Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou suggestions au sujet de cette proposition douanière.

Divulgation de renseignements sur le numéro d'entreprise

Historique

1. En vertu de la législation, notamment la *Loi sur la taxe d'accise*, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la *Loi sur les douanes*, nous devons veiller à ce que les renseignements sur les inscriptions des clients ne soient pas divulgués à des tiers non autorisés. La procuration qu'un client donne à un courtier en douane pour la « reddition de comptes provisoire » ne lui donne pas l'autorisation d'obtenir de renseignements détaillés sur celui-ci.

Changement proposé

2. Nous ne fournirons plus de renseignements sur le numéro d'entreprise (NE) du compte d'importations-exportations (RM) aux courtiers en douane ou aux agents **sauf** si le client a rempli et signé le *Formulaire d'autorisation de l'entreprise* (RC59), et que notre bureau d'inscription des numéros d'entreprise en a copie en dossier.

3. Lorsque nous n'aurons pas copie de ce formulaire, le courtier en douane ou l'agent devra communiquer avec son client pour obtenir des renseignements sur le NE, y compris pour confirmer des renseignements sur un compte existant (le numéro du compte, le nom, l'adresse, etc.).



4. This change is expected to take effect on December 31, 1999. Meanwhile, tax services offices and the Winnipeg Tax Centre will continue the current screening process before releasing client information to third parties.

Current Procedures

5. Form RC59 is presently under revision, and a Customs Notice will be issued once the revisions are complete. Meanwhile, the current form can be used. A copy is contained in the attached appendix. This form is available at any of our offices or on our Web site at:

www.rc.gc.ca

6. The completed Form RC59 can be mailed or faxed to your local tax services office for processing. You will find the phone number listed under "Revenue Canada" in the Government of Canada section of your telephone book. You can also call at one of the following telephone numbers:

1-800-959-5525	(English)
1-800-959-7775	(French)

7. The customs brokers or the agents can fax the form to the Winnipeg Tax Centre, at:

toll-free number	1-800-959-8302
local number	(204) 984-5491

8. Clients may also drop off the completed form at any of our offices where it will be faxed to a local tax services office for processing.

4. La date prévue d'entrée en vigueur de cette modification est le 31 décembre 1999. Entre-temps, les bureaux des services fiscaux et le Centre fiscal de Winnipeg continueront de trier les demandes avant de divulguer des renseignements sur les clients à des tiers.

Procédures actuelles

5. Nous révisons présentement le formulaire RC59 et un Avis des douanes sera publié lorsque nous aurons terminé. Pour le moment, veuillez utiliser le formulaire officiel existant dont vous trouverez copie en annexe. Vous pouvez vous le procurer dans nos bureaux, ou sur notre site Web à l'adresse suivante :

www.rc.gc.ca

6. Le formulaire RC59 rempli peut ensuite être posté ou transmis par télécopieur à votre bureau des services fiscaux. Vous trouverez le numéro de téléphone dans votre annuaire téléphonique, sous la rubrique « Revenu Canada », dans la section réservée au gouvernement du Canada. Vous pouvez également composer l'un des numéros suivants :

1 800 959-7775	(Français)
1 800 959-5525	(Anglais)

7. Les courtiers en douane ou les agents peuvent télécopier le formulaire au Centre fiscal de Winnipeg au :

numéro sans frais	1 800 959-8302
numéro local	(204) 984-5491

8. Les clients peuvent également apporter le formulaire rempli dans n'importe lequel de nos bureaux; celui-ci le transmettra pour son traitement par télécopieur au bureau des services fiscaux local.

General Information

9. We would appreciate receiving your comments on this proposal by **October 22, 1999**. Please send them to:

Caley Sayers
Entry and Accounting Policy
Import Process Division
15th floor
Sir Richard Scott Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-8574

Renseignements généraux

9. Nous aimerais recevoir vos commentaires au sujet de cette proposition d'ici le **22 octobre 1999**. Veuillez les envoyer à :

Caley Sayers
Politique de déclaration et de déclaration
en détail
Division des processus d'importation
Immeuble Sir Richard Scott
15^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 952-8574





Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116386814>

APPENDIX

ANNEXE



BUSINESS CONSENT FORM

This form authorizes Revenue Canada to release confidential client information to a designated third party representative in matters pertaining to applicable legislation. **Note: This authorization is valid until the client or authorized signing person cancels it in writing. Please complete a separate form for each representative. (Instructions on reverse)**

The purpose of this form is:

To authorize a third party representative OR To cancel a third party representative

1. Client identification

Name _____

Indicate one of the following:

Business Number (BN) for:

All accounts

.....

or Specific program account type

.....

or Specific account

.....

Other Clients:

or Employer remittance account number

.....

or Corporation account number

.....

or Trust account number

.....

or Filer identification number

.....

T _____

HA _____

2. Authorized third party identification

Authorized individual's name _____

Authorized firm's name _____

3. Details of authorization

Indicate period for which authorization or cancellation applies:

All years (tick "✓" box)

or

Specific year(s)

y y y y m m d d

y y y y m m d d

(if calendar year-end, enter year only)

y y y y m m d d

y y y y m m d d

or

All years prior to

y y y y m m d d

(if calendar year-end, enter year only)

4. Authorized signature (client or authorized signing officer)

Signature of client or authorized signing officer

Title _____

()

Date signed

Telephone number

y y y y m m d d

We will not accept this form unless it is signed.

Ce formulaire existe aussi en français.

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE L'ENTREPRISE

RC59(F)

Ce formulaire a pour objet d'autoriser Revenu Canada à communiquer des renseignements confidentiels sur un client à un tiers représentant désigné, pour des questions se rapportant à la législation en vigueur. **Nota:** cette autorisation est valable jusqu'à ce que le client ou le signataire autorisé l'annule par écrit. Un formulaire distinct doit être rempli pour chaque représentant. (Voir les instructions au verso)

Ce formulaire a pour objet :

d'autoriser un tiers représentant OU d'annuler l'autorisation du tiers représentant

1. Renseignements généraux sur le client

Nom _____

Indiquez le compte auquel s'applique l'autorisation :

Numéro d'entreprise (NE) pour :

tous les comptes
ou le ou les comptes d'un programme particulier
ou un compte particulier

.....
.....
.....

Autres clients :

Numéro de compte de versement de l'employeur
ou Numéro de compte de société
ou Numéro de compte de fiducie
ou Numéro d'identification du déclarant

.....
T
HA

2. Renseignements généraux sur le tiers autorisé

Nom du particulier autorisé _____

Nom de l'entreprise autorisée _____

3. Détails concernant l'autorisation

Indiquez la période visée par l'autorisation ou l'annulation

Toutes les années (cochez "✓" la case)

ou

Année(s) précise(s)

(pour la fin de l'année civile, inscrire seulement l'année)

a a a a m m j j a a a a m m j j

a a a a m m j j a a a a m m j j

ou

Toutes les années avant

(pour la fin de l'année civile, inscrire seulement l'année)

a a a a m m j j

4. Signature autorisée (client ou signataire autorisé)

Signature du client ou du signataire autorisé

Titre

()

Numéro de téléphone

Date de la signature

a a a a m m j j

Ce formulaire sera accepté seulement s'il est signé.

This form is also available in English.

Instructions

Use this form to authorize or cancel authorization for third party access to account information. Tick "✓" the applicable box to start or cancel authorization. Authorization or cancellation of authorization will not be effective until Revenue Canada receives this form.

1. Client identification**Name**

Enter name of business (first and last name of individual or partners, or name of corporation).

Business Number (BN) clients

All accounts: Enter the business number (e.g., 12345 6789) on this line to provide authorized third party access to **ALL BN** accounts that have been, or will be opened for your business (except GST accounts administered by the ministère du Revenu du Québec) for the period of time indicated in the "Details of authorization" area until such authorization is cancelled. **or**

Specific program account type: Enter the business number and account type (e.g., 12345 6789 RP) on this line to provide authorized third party access to **ALL** accounts that have been, or will be opened in that program account type for the period of time indicated in the "Details of authorization" area until such authorization is cancelled. The program account types are: **RC** – corporate income tax; **RM** – importer/exporter; **RP** – payroll deductions; or **RT** – goods and services tax (except GST accounts administered by the ministère du Revenu du Québec). **or**

Specific account: Enter the business number, account type and identifier (e.g., 12345 6789 RP0001) on this line to provide authorized third party access to that account for the period of time indicated in the "Details of authorization" area until such authorization is cancelled.

Other clients

Enter the number of the account for which you wish to provide third party authorization for any of the following:

- Employer remittance account number,
- Corporation account number,
- Trust account number, or
- Filer identification number.

2. Authorized third party identification

Authorized individual's name: Enter the name of the person to whom authorization is to be provided (only this person will be provided access to information) **or**

Authorized firm's name: Enter the name of the firm to which authorization is to be provided (all persons within this firm will be provided access to information) **or**

Enter both an individual's name and a firm's name. Only that individual employed at that firm will be provided access to information.

3. Details of authorization

All years: Tick "✓" this box to allow access to the account information for the current and all past and future years.

Specific years: Enter a specific calendar year or years for which access is to be provided (e.g., 1991 and 1992) or you may enter a specific period or periods (e.g., 1992 03 31, and 1993 03 31) for Corporate or GST accounts only.

All years prior to: Enter the last year for which a third party may access information. By entering a date in this area, you will allow a third party to access information for that year and all prior years (e.g., 1992/12/31 will allow a third party access to information for all years prior to and including December 31, 1992).

4. Authorized signature

Signature: We will accept only the signature of the client (sole proprietor, partner, officer or director) or authorized signing officer. **WE WILL NOT ACCEPT AN UNSIGNED FORM.**

Title: Enter the title of the individual whose signature appears on the form.

Telephone number: Enter the telephone number where we can contact the client or authorized signing officer.

Date signed: Enter the date that the form is signed.

Instructions

Ce formulaire sert à autoriser l'accès d'un tiers aux renseignements sur les comptes ou à annuler cette autorisation. Cochez «✓» la case appropriée pour que l'autorisation entre en vigueur ou cesse de l'être. L'autorisation ou l'annulation ne sera valable que lorsque Revenu Canada aura reçu ce formulaire.

1. Renseignements généraux sur le client

Nom

Inscrivez le nom de l'entreprise (prénom et nom du propriétaire ou des associés, ou nom de la société)

Clients du numéro d'entreprise (NE)

Tous les comptes : Inscrivez le numéro d'entreprise (p. ex. 12345 6789) à la ligne «Tous les comptes», afin d'autoriser l'accès d'un tiers à **TOUS** les comptes du NE. Le tiers autorisé aura alors accès à **TOUS** les comptes qui ont été ou seront ouverts au nom de votre entreprise (à l'exception des comptes de la TPS administrés par le ministère du Revenu du Québec) pour la période indiquée à la partie «Détails concernant l'autorisation», jusqu'à ce que cette autorisation soit annulée. ou

Compte d'un programme particulier : Inscrivez le numéro d'entreprise et le genre de compte (p. ex. 12345 6789 RP) à la ligne réservée au «Compte d'un programme particulier». Le tiers autorisé aura ainsi accès à **TOUS** les comptes qui ont été, sont ou seront ouverts à l'égard de ce programme pour la période indiquée à la partie «Détails concernant l'autorisation», jusqu'à ce que cette autorisation soit annulée. Les comptes d'un programme particulier sont les suivants : **RC** - impôt sur le revenu des sociétés, **RM** - importations-exportations, **RP** - retenues sur la paie ou **RT** - taxe sur les produits et services (à l'exception des comptes de la TPS administrés par le ministère du Revenu du Québec). ou

Compte particulier : Inscrivez le numéro d'entreprise, le genre de compte et l'identificateur de compte (p. ex. 12345 6789 RP0001) à la ligne «Compte particulier», afin d'autoriser au tiers l'accès à ce compte pour la période indiquée à la ligne «Détails de l'autorisation», jusqu'à ce que cette autorisation soit annulée.

Autres clients

Inscrivez le numéro de l'un ou l'autre des comptes suivants dont vous voulez autoriser l'accès à un tiers :

- Numéro de compte de versements de l'employeur,
- Numéro de compte de société,
- Numéro de compte de fiducie, ou
- Numéro d'identification du déclarant.

2. Renseignements généraux sur le tiers autorisé

Nom du particulier autorisé : Inscrivez le nom de la personne qui reçoit l'autorisation (seule cette personne aura accès aux renseignements) ou

Nom de l'entreprise autorisée : Inscrivez le nom de l'entreprise qui reçoit l'autorisation (toutes les personnes de cette entreprise auront accès aux renseignements) ou

Inscrivez le nom d'un particulier et le nom d'une entreprise. Seul ce particulier employé par cette entreprise aura accès aux renseignements.

3. Détails concernant l'autorisation

Toutes les années : Cochez «✓» cette case afin de donner accès aux renseignements sur les comptes pour toutes les années passées, en cours et futures.

Années précises : Inscrivez une ou des années précises pour lesquelles l'accès est autorisé (p. ex. 1991 et 1992). Vous pouvez sinon inscrire une ou des périodes précises (p. ex. entre le 31-03-1992 et le 31-03-1993), pour les comptes de société et de la TPS.

Toutes les années avant : Inscrivez la dernière année visée par l'autorisation accordée au tiers. Si vous inscrivez une date à cet endroit, vous permettrez à un tiers d'avoir accès aux renseignements pour cette année-là et pour toutes les années précédentes (p. ex. si vous indiquez le 31-12-1992, le tiers pourra avoir accès aux renseignements concernant toutes les années précédant et incluant le 31 décembre 1992).

4. Signature autorisée

Signature : Nous acceptons seulement la signature du client (propriétaire unique, associé de société de personnes, agent ou directeur) ou du représentant autorisé. **SI LE FORMULAIRE N'EST PAS SIGNÉ, IL NE SERA PAS ACCEPTÉ.**

Titre : Inscrivez le titre de la personne qui a signé le formulaire.

Numéro de téléphone : Inscrivez le numéro de téléphone du client ou du signataire autorisé.

Date de signature : Inscrivez la date à laquelle le formulaire est signé.





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, January 14, 2000

Ottawa, le 14 janvier 2000

In this publication, you will find a proposal for change in customs procedure for the attention of all parties involved in importing commercial shipments into Canada. This is a follow-up to Customs Notice N-281, *Use of 2ITNPARS Bar Codes*, issued on June 18, 1999.

Note: We are looking for comments or suggestions on this customs proposal.

Use of 2ITN Carrier Code

1. The Canada Customs and Revenue Agency (CCRA) has determined that effective June 30, 2000, the 2ITN carrier code will no longer be accepted for purposes of release of commercial shipments at border crossing points.
2. Carriers wishing to use the Prearrival Review System (PARS) to obtain release of shipments must use PARS bar codes incorporating their own unique carrier code.
3. Carriers arriving at the border with 2ITNPARS bar codes will be referred to the commercial office for completion and processing of a carrier code application. This application must be faxed to the driver's head office for signature by an authorized person in the company. Owner/operators are authorized to sign the application on their own behalf. On receipt of the signed application, customs at the border will issue a carrier code. The original PARS transaction will then be corrected to reflect this number.

Dans la présente publication, vous trouverez une proposition de changement à la procédure des douanes. Cette proposition concerne toutes les parties en cause dans l'importation d'expéditions commerciales au Canada, et elle fait suite à l'avis des douanes N-281, *Utilisation des codes à barres 2ITNSEA*, publié le 18 juin 1999.

Nota : Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou vos suggestions au sujet de cette proposition douanière.

Utilisation des codes de transporteur 2ITN

1. L'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a décidé qu'à compter du 30 juin 2000, le code de transporteur 2ITN ne sera plus accepté à des fins de mainlevée d'expéditions commerciales aux bureaux frontaliers.
2. Les transporteurs qui souhaitent se prévaloir du Système d'examen avant l'arrivée (SEA) pour obtenir la mainlevée d'expéditions, doivent utiliser les codes à barres du SEA en y ajoutant leur propre code de transporteur unique.
3. Les transporteurs qui arriveront à la frontière avec des codes à barres 2ITNPARS seront renvoyés au bureau du secteur commercial afin d'y remplir et d'y faire traiter une demande de code de transporteur. Cette demande doit être envoyée par télécopieur au siège social du chauffeur afin de la faire signer par une personne autorisée de l'entreprise. Les propriétaires exploitants sont autorisés à signer la demande en leur propre nom. Sur réception de la demande signée, les douanes à la frontière émettront un code de transporteur. La transaction originale du SEA sera alors corrigée afin que ce numéro y figure.

4. To avoid any delays in release at the border, carriers who have not yet obtained their own carrier code are reminded to complete Form E369, *Application to Transact Non-Bonded Carrier Operations at Point of Arrival in Canada*. This form is available from any customs office. It is also available on our Web site at <http://www.ccra-adrc.gc.ca/E/pbg/tf/e369bp/>. The completed application may be faxed to Carrier and Cargo Policy Section at (613) 957-9717.

5. Carriers obtaining release of shipments upon arrival at the frontier through the Release on Minimum Documentation (RMD) process, will no longer be able to present Form A 8A-1, *Canada Customs Cargo Control Document*, with the bar-coded number indicating the carrier code as 2ITN. The CCRA will no longer use this form.

6. It is recommended that carriers print their own cargo control documents with bar-coded cargo control numbers as outlined in Appendices G and H of Memorandum D3-1-1, *Regulations Respecting the Importation, Transportation, and Exportation of Goods*, or obtain Form A 8A, *Canada Customs Cargo Control Document*, from the CCRA. However, carriers are required to use bar-coded cargo control number labels and apply them to Form A 8A.

7. You can find the cargo control document and bar code specifications on our Web site at www.ccra-adrc.gc.ca/carrier, or fax your request for the specifications to Carrier and Cargo Policy Section at (613) 957-9717.

8. Form A 8A may be ordered from the National Distribution Centre in Hull, Quebec, by fax at (819) 953-4399, or on our Web site at www.ccra-adrc.gc.ca/formspubs. Shipping costs may be applicable.

4. Afin d'éviter tout délai de mainlevée à la frontière, les transporteurs qui n'ont pas encore obtenu leur propre code de transporteur doivent remplir un formulaire E369, *Demande relative aux transactions de transporteur non cautionné au lieu d'arrivée au Canada*. Ce formulaire est disponible dans tous les bureaux de douane. On le trouve également sur notre site Web au <http://www.ccra-adrc.gc.ca/E/pbg/tf/e369bp/>. La demande dûment remplie peut être envoyée par télécopieur à la Section sur la politique visant les transporteurs et le fret au (613) 957-9717.

5. Les transporteurs qui obtiennent la mainlevée d'expéditions à leur arrivée à la frontière au moyen du processus de la mainlevée contre documentation minimale (MDM), ne seront plus autorisés à présenter le formulaire A 8A-1, *Document de contrôle du fret des douanes du Canada*, avec le numéro du code à barres indiquant le code de transporteur comme étant 2ITN. L'ADRC ne se servira plus de ce formulaire.

6. Il est recommandé aux transporteurs de faire imprimer les numéros de contrôle du fret à codes à barres sur leurs propres documents de contrôle du fret, tel qu'indiqué dans les annexes G et H du Mémorandum D3-1-1, *Règlement sur l'importation, le transport et l'exportation des marchandises*, ou alors de se procurer auprès de l'ADRC le formulaire A 8A, *Document de contrôle du fret des douanes du Canada*. Cependant, les transporteurs doivent utiliser les étiquettes de numéro de contrôle du fret à codes à barres et les coller sur le formulaire A 8A.

7. Vous trouverez les spécifications du document de contrôle du fret et les caractéristiques du codage à barres pour les numéros de contrôle du fret sur notre site Web au www.ccra-adrc.gc.ca/transporteur. Vous pouvez également envoyer une demande pour obtenir les spécifications par télécopieur à la Section sur la politique visant les transporteurs et le fret au (613) 957-9717.

8. Vous pouvez commander le formulaire A 8A en vous adressant au Centre de distribution national à Hull (Québec) par télécopieur au (819) 953-4399, ou sur notre site Web au www.ccra-adrc.gc.ca/formspubs. Des frais d'envoi pourraient s'appliquer.

9. Any queries or concerns regarding the PARS program should be directed to Betty Lou Daye at (613) 952-1074, Release and Warehouse Programs Section. Queries concerning cargo control document and bar code specifications should be directed to Bryan Daly at (613) 954-7081, Carrier and Cargo Policy Section.

General Information

10. We welcome your comments or suggestions on this proposal by February 11, 2000. Please send them to the following address:

Betty Lou Daye
 Release and Warehouse Programs
 Import Process Division
 8th floor, 171 Slater Street
 Ottawa ON K1A 0L5

Telephone:	(613) 952-1074
Fax:	(613) 957-8630
Email:	bettylou.daye@ccra-adrc.gc.ca

9. Pour toute demande ou question concernant le SEA, communiquez avec Betty Lou Daye au (613) 952-1074, Section des programmes de mainlevée et des entrepôts. Soumettez vos demandes concernant les spécifications du document de contrôle du fret et les caractéristiques du codage à barres pour les numéros de contrôle du fret à Bryan Daly au (613) 954-7081, Section de la politique visant les transporteurs et le fret.

Renseignements généraux

10. Vous pouvez nous faire part de vos commentaires ou vos suggestions au sujet de cette proposition d'ici le 11 février 2000. Veuillez nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

Betty Lou Daye
 Programmes de mainlevée et des entrepôts
 Division des processus d'importation
 171, rue Slater, 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone :	(613) 952-1074
Télécopieur :	(613) 957-8630
Courriel :	bettylou.daye@ccra-adrc.gc.ca







CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, August 24, 2000

Ottawa, le 24 août 2000

This proposal is for the attention of persons acting as agents and persons authorizing agents to act on their behalf.

Note: We are looking for your comments or suggestions on this customs proposal.

**Authority
to Act as Agent
Form E639, Agency
Agreement**

Background

1. Subsection 10(1) of the *Customs Act* provides that, subject to the regulations, any person may transact business as an agent for another person, provided that person has been properly authorized to do so. The agent must have received written authority in a form that meets ministerial approval.

2. Memorandum D1-6-1, *Authority to Act as Agent*, dated March 3, 1992, provides guidelines and general information concerning agency agreements. However, it focuses on customs brokers transacting business on behalf of importers under section 32 of the *Customs Act*.

3. We have recently proposed to customs brokers and agents to complete Form RC59, *Business Consent Form*, to authorize them to receive an importer's Business Number information. Some of the comments received following the publication of Customs Proposal P-002, *Disclosure of Business Number Information*, raised concerns that the Canada Customs and Revenue Agency (CCRA) requires multiple authorizations between an agent and a client. It was suggested that the CCRA consider developing an agency agreement that could be used for all customs purposes.

Cette proposition est à l'attention des personnes qui agissent en qualité de mandataire et des personnes qui autorisent les mandataires à agir en leur nom.

Nota : Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou suggestions au sujet de cette proposition douanière.

**Autorisation d'accomplir des
opérations en qualité de mandataire
Formulaire E639, Entente de
représentation**

Historique

1. Le paragraphe 10(1) de la *Loi sur les douanes* prévoit que, sous réserve des règlements, toute personne peut accomplir des opérations en qualité de mandataire pour une autre personne, à condition que cette personne y ait été dûment autorisée. Le mandataire doit avoir reçu une autorisation par écrit en la forme approuvée par le ministre.

2. Le mémorandum D1-6-1, *Autorisation d'accomplir des opérations en qualité de mandataire*, daté du 3 mars 1992, prévoit les lignes directrices et les renseignements généraux concernant les ententes de représentation. Cependant, il vise particulièrement les courtiers en douane qui accomplissent des opérations pour le compte d'importateurs en vertu de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*.

3. Nous avons récemment proposé aux courtiers en douane et aux mandataires de remplir le formulaire RC59, *Formulaire d'autorisation de l'entreprise*, pour être autorisés à se renseigner sur le numéro d'entreprise d'un importateur. Certains commentaires soumis par suite de la proposition douanière P-002, *Divulgation de renseignements sur le numéro d'entreprise*, ont souligné le fait que l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) requiert des autorisations multiples entre un mandataire et son client. Il a été suggéré que l'ADRC envisage d'élaborer une entente de représentation qui puisse être utilisée à toutes les fins douanières.

4. In response, the CCRA has developed a form that can be used for all agency agreements and can be completed in accordance with the exact nature of an agreement. The document must specify the name of the principal, the name of the agent, a description of the type of transactions being authorized, and whether the authority is "continuous" or for a "specified period." As well, the agreement requires the signature of a duly authorized officer of the principal.

5. We have revised Memorandum D1-6-1 to give guidelines for using the new agency agreement.

Proposed Change

6. We have included the revised Memorandum D1-6-1 to this Customs Proposal. You will find Form E639, *Agency Agreement*, in the Appendix to the Memorandum. This agreement is intended for all customs purposes and would replace Form E403, *Limited Agency Agreement Appointing a Customs Broker*, Form E404, *General Agency Agreement Appointing a Customs Broker With Power to Appoint a Sub-Agent*, Form E405, *Sub-Agency Agreement*, which is part of the current Memorandum D1-6-1, as well as Form RC59.

General Information

7. We would appreciate receiving your comments on the proposed revision to Memorandum D1-6-1, including Form E639, *Agency Agreement*, by **September 14, 2000**. Please send your comments to:

Cathy Goatbe
Brokers Licensing and Account Security
Programs
Canada Customs and Revenue Agency
8th floor, Vanguard Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 941-4789
Fax: (613) 946-0242

4. En réponse, l'ADRC a élaboré un formulaire qui peut être utilisé pour toutes les ententes de représentation et qui peut être rempli selon la nature exacte de l'entente. Le document doit préciser le nom du mandant, le nom du mandataire, une description du type de transaction autorisée et si l'autorité est « permanente » ou pour une « période spécifiée ». En outre, l'entente requiert la signature d'un représentant dûment autorisé du mandant.

5. Nous avons révisé le mémorandum D1-6-1 afin de fournir des lignes directrices sur l'utilisation la nouvelle entente de représentation.

Changement proposé

6. Nous avons inclus à cette proposition douanière le mémorandum D1-6-1 révisé. Vous trouverez le formulaire E639, *Entente de représentation*, à l'annexe du mémorandum. Cette entente est conçue pour servir à toutes les fins douanières et remplacera le formulaire E403, *Accord restreint pour nommer un courtier en douane*, le formulaire E404, *Accord général pour nommer un courtier en douane avec droit de nomination d'un sous-mandataire*, le formulaire E405, *Accord relatif à la nomination d'un sous-mandataire*, qui figure dans le mémorandum D1-6-1 actuel, ainsi que le formulaire RC59.

Renseignements généraux

7. Nous vous saurions gré de nous faire parvenir vos commentaires sur la révision du mémorandum D1-6-1 que nous proposons, y compris sur le formulaire E639, *Entente de représentation*, d'ici le **14 septembre 2000**. Veuillez les faire parvenir à la personne-ressource suivante :

Cathy Goatbe
Programmes d'agrément des courtiers et des comptes-garanties
Agence des douanes et du revenu du Canada
Édifice Vanguard, 8^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 941-4789
Télécopieur : (613) 946-0242

PROPOSED MEMORANDUM D1-6-1

Ottawa, August 24, 2000

MÉMORANDUM D1-6-1 PROPOSÉ

Ottawa, le 24 août 2000

SUBJECT	OBJET
AUTHORITY TO ACT AS AGENT	AUTORISATION D'ACCOMPLIR DES OPÉRATIONS EN QUALITÉ DE MANDATAIRE
This Memorandum explains the policy of the Canada Customs and Revenue Agency (CCRA) regarding persons who wish to transact business under the <i>Customs Act</i> as the agent of another person.	Ce mémorandum explique la politique de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) relative aux personnes qui désirent accomplir des opérations en vertu de la <i>Loi sur les douanes</i> en qualité de mandataire pour une autre personne.
Legislation	Législation
Customs Act	Loi sur les douanes
Person	Personne
“person”, unless the context otherwise requires, includes a corporation, a partnership and an association;	« personne » Personne physique ou, sauf indication contraire du contexte, personne morale ou regroupement de personnes physiques ou morales.
Agents	Mandataires
10 (1) Subject to the regulations, any person who is duly authorized to do so may transact business under this Act as the agent of another person, but an officer may refuse to transact business with any such person unless that person, on the request of the officer, produces a written authority, in a form approved by the Minister, from the person on whose behalf he is acting.	10 (1) Sous réserve des règlements, toute personne qui y est dûment autorisée peut accomplir les opérations visées par la présente loi en qualité de mandataire; toutefois, l'agent peut refuser de lui laisser accomplir ces opérations si, à sa demande, elle ne lui présente pas son mandat, établi en la forme approuvée par le ministre.

**GUIDELINES AND
GENERAL INFORMATION**

1. An “Agent” is considered in law to represent the principal, in such a way as to affect the principal’s legal position. However, the principal remains liable for any transactions completed on its behalf by its agent.

Written Authority to Act as Agent

2. It is the responsibility of any person proposing to transact business with customs as the agent of another person to ensure that the proper authority has been granted.

**LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Un « mandataire » est considéré en droit de représenter le mandant, de manière à être capable d’influencer la situation juridique de ce dernier. Cependant, le mandant demeure responsable de toute transaction effectuée en son nom par son mandataire.

Mandat permettant d’accomplir des opérations en qualité de mandataire

2. Il incombe à toute personne qui se propose de traiter avec les douanes en qualité de mandataire d’une autre personne de s’assurer que l’autorité appropriée lui a été octroyée.

3. The CCRA accepts any form of written authority that indicates the agent has been authorized to transact business on behalf of another person (usually the importer or owner). This written authorization should clearly identify the name of the person authorizing the agent (the principal), the name of the agent, the business to be performed under the agency agreement, and the effective date.

4. The CCRA Form E639, *Agency Agreement*, may be used for this purpose. You will find it in the Appendix to this Memorandum or on our site at: www.ccra-adrc.gc.ca

5. We normally accept facsimile copies of the written authorization or Form E639.

Authority of Agent's Employees to Transact Business

6. It is generally assumed that employees of authorized agents have the necessary authority to transact business on behalf of their employers. Should there be any doubt that an employee has the necessary authority, the CCRA may refuse to transact business with that employee until satisfactory evidence of authority has been provided.

Transacting Business Under Section 32 of the Customs Act

7. It is important to note that only a licensed customs broker may account for goods and pay duties under section 32 of the *Customs Act* as an agent of the importer or owner of the goods, as outlined in Memorandum D1-6-2, *Agents' Accounting for Imported Goods and Payment of Duties Regulations*.

Cancellation of Authority to Act as Agent

8. It is the responsibility of any person who wishes to cancel an authorization previously granted to an agent, to notify that agent accordingly. Unless specifically instructed otherwise, it shall be assumed that an agent retains the authority to finalize transactions that were initiated before the cancellation of the agency agreement.

3. L'ADRC accepte n'importe quelle forme de mandat indiquant que le mandataire est bien autorisé à accomplir des opérations pour le compte d'une autre personne (habituellement l'importateur ou le propriétaire). Ce mandat doit clairement stipuler le nom de la personne autorisant le mandataire (le mandant), le nom du mandataire, les opérations à accomplir dans le cadre de l'entente de représentation et la date d'entrée en vigueur.

4. Le formulaire E639, *Entente de représentation*, de l'ADRC peut être utilisé à cette fin. Vous le trouverez à l'annexe de ce mémorandum ou sur notre site à : www.ccra-adrc.gc.ca

5. Nous acceptons habituellement les télécopies du mandat ou du formulaire E639.

Autorisation des employés du mandataire de mener des transactions

6. On présume habituellement que les employés des mandataires autorisés ont l'autorisation nécessaire pour mener des transactions au nom de leur employeur. Si l'ADRC devait en venir à douter que l'employé ait l'autorisation nécessaire, elle pourrait refuser de traiter avec cet employé jusqu'à ce qu'elle obtienne une preuve satisfaisante que l'autorisation a été donnée.

Transactions en vertu de l'article 32 de la Loi sur les douanes

7. Il est important de noter que seul un courtier en douane titulaire d'un agrément peut déclarer en détail les marchandises et payer des droits en vertu de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* en qualité de mandataire de l'importateur ou du propriétaire des marchandises, tel que mentionné dans le mémorandum D1-6-2, *Règlement sur la déclaration en détail des marchandises importées et le paiement des droits effectué par des mandataires*.

Annulation de l'autorisation d'accomplir des opérations en qualité de mandataire

8. Il est de la responsabilité de toute personne qui désire annuler une autorisation accordée antérieurement à un mandataire d'en avertir ledit mandataire. Sauf indication contraire spécifique, on doit présumer qu'un mandataire conserve l'autorisation de mener à bien les transactions qui ont débuté avant l'annulation de l'entente de représentation.

Additional Information

9. All correspondence relating to the authority to act as agent should be addressed to:

Brokers Licensing and Account Security
Programs
Import Process Division
Operational Policy and Coordination Directorate
Customs Branch
Ottawa ON K1A 0L5

Renseignements supplémentaires

9. Toute la correspondance relative à l'autorisation d'accomplir des opérations en qualité de mandataire doit être adressée à la section suivante :

Programmes d'agréments des courtiers et des
comptes-garanties
Division des processus d'importation
Direction de la politique et de la coordination
opérationnelles
Direction générale des douanes
Ottawa ON K1A 0L5

APPENDIX / ANNEXE

REFERENCES**RÉFÉRENCES****ISSUING OFFICE -**

Brokers Licensing and Account Security Programs
 Import Process Division
 Operational Policy and Coordination Directorate

LEGISLATIVE REFERENCES -

Customs Act, subsection 10(1)

HEADQUARTERS FILE -

7635-2

SUPERSEDED MEMORANDA "D" -

D1-6-1, March 3, 1992

OTHER REFERENCES -

D1-6-2

BUREAU DE DIFFUSION -

Programmes d'agrément des courtiers et des comptes-garantis
 Division des processus d'importation
 Direction de la politique et de la coordination opérationnelles

RÉFÉRENCES LÉGALES -

Loi sur les douanes, paragraphe 10(1)

DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE -

7635-2

CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » -

D1-6-1, le 3 mars 1992

AUTRES RÉFÉRENCES -

D1-6-2

Services provided by the Canada Customs and Revenue Agency are available in both official languages.

Les services fournis par l'Agence des douanes et du revenu du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.

This Memorandum is issued under the authority of the Commissioner of Customs and Revenue.

Ce mémorandum a l'approbation du commissaire des douanes et du revenu.







CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, August 29, 2000

Ottawa, le 29 août 2000

In this publication, you will find proposals for changes in customs procedures for the attention of all parties involved in importing commercial shipments into Canada. These proposals are a follow-up to Customs Notice N-265, *Time Frames for the Release of Goods*, issued on January 29, 1999, and Customs Notice N-321, *Estimated Time and Date of Arrival (ETA) of Commercial Goods and the Provision of the Container Number*, issued on April 14, 2000.

Note: Send us your comments on this Customs Proposal.

Time Frames for the Release of Goods, Estimated Time and Date of Arrival of Commercial Goods and the Provision of the Container Number

1. Customs Notice N-265 established time frames by mode for the submission of release information to customs. These time frames, relating to post-arrival releases, attempted to balance client logistical needs and customs control requirements. It is customs' responsibility to exercise effective control over all goods entering Canada, and to ensure that such goods satisfy the regulatory requirements of numerous government agencies and departments.

2. The time frames in Customs Notice N-265 are insufficient to allow customs to determine the location of the freight (for certain modes) when the release of goods is requested. Therefore, the time frames in the release process (as applicable) are to be amended as further outlined in this document.

Vous trouverez dans cette publication, des propositions de changement aux procédures douanières destinées à toutes les parties associées à l'importation de marchandises commerciales au Canada. Ces propositions font suite à l'avis des douanes N-265, *Délais pour la mainlevée des marchandises*, émis le 29 janvier 1999 et à l'avis des douanes N-321, *Heure et date d'arrivée prévues (HAP) des marchandises commerciales et production du numéro de conteneur*, émis le 14 avril 2000.

Nota : Faites nous part de vos commentaires sur cette proposition douanière.

Délais pour la mainlevée des marchandises, heure et date d'arrivée prévues des marchandises commerciales et production du numéro de conteneur

1. L'avis des douanes N-265 établit, par mode de transport, les délais à respecter pour présenter aux douanes les données sur la mainlevée. Ces délais, qui concernent les mainlevées après l'arrivée, ont été établis en vue d'équilibrer les besoins logistiques des clients et les exigences des douanes en matière de contrôle. Il incombe aux douanes d'exercer un contrôle efficace sur toutes les marchandises qui entrent au Canada et de veiller à ce que ces marchandises répondent aux exigences réglementaires d'un grand nombre d'organismes et de ministères gouvernementaux.

2. Les délais qui figurent dans l'avis des douanes N-265 sont insuffisants. Ils ne permettent pas aux douanes de déterminer l'emplacement du fret (pour certains modes) lorsque la mainlevée des marchandises est demandée. Par conséquent, les délais du processus de mainlevée (selon le cas) doivent être modifiés comme l'indique ce document.

3. The proposed amendments would restrict the submission of a post-arrival service option (e.g., Release on Minimum Documentation or fully completed entry) to the physical arrival of the goods at the customs office of release, unless otherwise specified by mode/conditions in the table attached to this document. Each transport mode is to have its own specific moment in the transport process when the submission of such release requests will be accepted. Refer to the table for the earliest time frame at which an importer or customs broker may submit a release request under a post-arrival service option. The pre-arrival submission of these types of release requests will be accepted only in the rail and marine modes where customs has the ability to verify the arrival status of the cargo (e.g., rail or marine cargo report transmitted by electronic data interchange to customs). For the air mode, the carrier must provide the cargo information to customs for pre-arrival review (i.e., prior to wheels up to destination) if a post-arrival release request is to be submitted before the arrival of the goods at destination. It is the responsibility of the air, rail, or marine carrier to inform the importer or customs broker that these requirements are met. In the case of highway shipments, the goods must be on hand at the destination customs office when post-arrival release requests are submitted.

4. Nothing in this proposal would alter the time frames for the submission of release requests for shipments being processed under a Prearrival Review System (PARS) service option. That is, PARS release requests may continue to be submitted to customs by the importer or customs broker up to 30 days prior to the arrival of the goods. Refer to the attached table for the earliest time frame at which a carrier or sufferance warehouse operator may report the arrival of a PARS shipment to obtain the release status of the shipment.

5. Previous consultation explored the possibility of including estimated time of arrival (ETA) as a data element for post-arrival release transactions. This option will not be pursued for post-arrival releases

3. Les modifications proposées limiteraient le moment de la présentation d'une option de service après l'arrivée (p. ex. la mainlevée contre documentation minimale ou une déclaration remplie au complet) à l'arrivée des marchandises au bureau de mainlevée, sauf indication contraire sous les rubriques « Mode » et « Condition » du tableau joint à ce document. Un moment bien déterminé du processus de transport au cours duquel ces demandes de mainlevée pourront être acceptées devra être déterminé pour chaque mode de transport. Veuillez vous reporter au tableau pour savoir à partir de quel moment l'importateur ou le courtier en douane peut présenter une demande de mainlevée dans le cadre d'une option de service après l'arrivée. La présentation avant l'arrivée de ces demandes de mainlevée sera acceptée seulement pour les modes ferroviaire et maritime là où les douanes sont en mesure de vérifier les conditions d'arrivée du fret (p. ex. un rapport de fret ferroviaire ou maritime transmis aux douanes par échange de documents informatisés). Pour le mode aérien, le transporteur doit fournir aux douanes les renseignements sur le fret pour un examen avant l'arrivée (c.-à-d. avant le décollage de l'appareil vers sa destination) si une demande de mainlevée après l'arrivée est présentée avant l'arrivée des marchandises à destination. Il incombe au transporteur aérien, ferroviaire ou maritime de laisser savoir à l'importateur ou au courtier en douane que ces exigences sont respectées. Dans le cas des expéditions routières, les marchandises doivent être disponibles au bureau de douane de destination lorsque les demandes de mainlevée après l'arrivée sont présentées.

4. Rien dans cette proposition ne modifierait les délais pour la présentation des demandes de mainlevée pour les expéditions traitées dans le cadre d'une option de service du Système d'examen avant l'arrivée (SEA). C'est-à-dire que les importateurs et les courtiers en douane pourront continuer de présenter des demandes de mainlevée SEA aux douanes jusqu'à 30 jours avant l'arrivée des marchandises. Veuillez vous reporter au tableau ci-joint pour savoir à partir de quel moment le transporteur ou l'exploitant d'entrepôt peut signaler l'arrivée d'une expédition SEA en vue de connaître le statut de la mainlevée pour cette expédition.

5. Lors de consultations antérieures, nous avons étudié la possibilité d'inclure l'heure d'arrivée prévue (HAP) comme élément de donnée pour les transactions relatives à la mainlevée après l'arrivée.

due to associated operational and systems complexities; ETA remains a requirement for the PARS service option.

6. When the carrier, freight forwarder, or agent pre-advises the consignee (or the importer, or customs broker as applicable) by means of a cargo control document (CCD) before the goods arrive, they must specifically indicate to the consignee that the goods have not yet arrived. If customs refer goods processed under a post-arrival release service option for examination and discovers that the consignee was not advised as to the arrival status of the goods (i.e., the goods are not available for examination), the carrier may be issued a penalty for lost or unaccounted-for goods according to the current penalty structure.

7. Effective February 1, 2001, where goods are containerized, the container number(s) must be provided as part of the release information presented or transmitted by the importer or customs broker. Further information on this matter can be found in Customs Notice N-338, *Provision of Container Number*, issued July 12, 2000.

8. We welcome your comments or suggestions on these proposed changes by October 20, 2000. Please send them to the following address:

Release and Warehouse Programs
Import Process Division
Operational Policy and Coordination Directorate
8th floor
Vanguard Building
171 Slater Street
Ottawa ON K1A 0L5

Contact: Mark Laramore
Telephone: (613) 952-0202
Fax: (613) 957-8630
Email: mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca

On ne donnera pas suite à cette option pour les mainlevées après l'arrivée en raison de la complexité des opérations et des systèmes afférents. Cependant, l'heure d'arrivée prévue demeure une exigence de l'option de service SEA.

6. Lorsque le transporteur, le transitaire ou le mandataire avise le destinataire (ou l'importateur ou le courtier en douane selon le cas) à l'avance au moyen d'un document de contrôle du fret (DCF) avant l'arrivée des marchandises, il doit tout spécialement indiquer au destinataire que les marchandises ne sont pas encore arrivées. Si les douanes renvoient à l'examen des marchandises traitées dans le cadre d'une option de service relative à la mainlevée après l'arrivée et qu'elles découvrent que le destinataire n'a pas été avisé des conditions d'arrivée des marchandises (c.-à-d. que les marchandises ne sont pas disponibles pour un examen), une sanction peut être imposée au transporteur pour des marchandises perdues ou non déclarées conformément à la structure de sanctions actuelle.

7. À compter du 1^{er} février 2001, lorsque les marchandises sont dans des conteneurs, le numéro de conteneur des marchandises doit être fourni avec les renseignements sur la mainlevée présentés ou transmis par l'importateur ou le courtier en douane. Vous trouverez de plus amples renseignements à ce sujet dans l'avis des douanes N-338, *Production du numéro de conteneur*, émis le 12 juillet 2000.

8. Vous pouvez nous faire part de vos commentaires ou suggestions sur ces propositions d'ici le 20 octobre 2000. Veuillez nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

Programme de la mainlevée et des entrepôts
Division des processus d'importation
Direction de la politique et
de la coordination opérationnelles
Édifice Vanguard
171, rue Slater, 8^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Personne-ressource : Mark Laramore
Téléphone : (613) 952-0202
Télécopieur : (613) 957-8630
Courriel : mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca

The following table summarizes the earliest acceptable release time frames for the various modes and service options:

Mode	Service Option	Condition	Earliest Timeframe To Report Arrival of PARS or Submit A Post-Arrival Service Option
Air	PARS	• PARS received and processed	• wheels up to destination
	RMD	• cargo data available pre-arrival	• wheels up to destination
	RMD	• cargo data not available pre-arrival	• arrival at destination
Rail	PARS	• PARS received and processed	• 1 hour non-stop to Canada
	RMD	• cargo data transmitted	• 1 hour non-stop to Canada
	RMD	• cargo data not available	• arrival at destination
Marine	PARS	• PARS received and processed	• 12:01 a.m. on day of vessel arrival
	RMD	• cargo data transmitted	• 12:01 a.m. on day of vessel arrival
	RMD	• cargo data not available	• arrival at destination
Hwy	PARS	• PARS received and processed	• arrival in Canada
	RMD		• arrival at customs office of destination

Le tableau suivant résume les délais les plus tôt acceptables pour les divers modes et options de service.

Mode	Option de service	Condition	Moment à partir duquel l'arrivée de marchandises SEA peut être signalée ou une option de service après l'arrivée peut être présentée
Aérien	SEA	• données SEA reçues et traitées	• du décollage à l'arrivée à destination
	MDM	• données sur le fret disponibles avant l'arrivée	• du décollage à l'arrivée à destination
	MDM	• données sur le fret non disponibles avant l'arrivée	• arrivée à destination
Ferroviaire	SEA	• données SEA reçues et traitées	• 1 heure, sans arrêt, jusqu'à l'arrivée au Canada
	MDM	• données sur le fret transmises	• 1 heure, sans arrêt, jusqu'à l'arrivée au Canada
	MDM	• données sur le fret non disponibles	• arrivée à destination
Maritime	SEA	• données SEA reçues et traitées	• 00 h 01 le jour où arrive le navire
	MDM	• données sur le fret transmises	• 00 h 01 le jour où arrive le navire
	MDM	• données sur le fret non disponibles	• arrivée à destination
Routier	SEA	• données SEA reçues et traitées	• arrivée au Canada
	MDM		• arrivée au bureau de douane de destination





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, February 5, 2001

This proposal is for the attention of all importers, customs brokers, and agents involved in the process of importing commercial shipments into Canada.

Note: We are looking for comments or suggestions on this customs proposal.

Modification of Business Number (BN) Requirement at Time of Release for First-Time Importers

Background

1. The Business Number (BN) is an information element required on release and accounting documentation. Both the Accelerated Commercial Release Operations Support System (ACROSS) and the Customs Commercial System (CCS) use the BN to create client account information and to maintain client history. The RM import/export account identifier is part of the BN.

2. The Customs Branch of the Canada Customs and Revenue Agency (CCRA) funds a priority registration service at the Winnipeg Tax Centre (WTC) to allow brokers/agents acting on behalf of first-time importers to obtain a BN or to add an RM account. This service was established on a pilot basis in 1997 to ensure that shipments were not delayed at the border in the event that an importer had not registered for a BN prior to the time of first importation.

Cette proposition s'adresse à tous les importateurs, les courtiers en douane et les agents qui participent au processus d'importation d'expéditions commerciales au Canada.

Nota: Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou vos suggestions au sujet de cette proposition douanière.

Modification de la nécessité pour ceux qui importent pour la première fois d'avoir un numéro d'entreprise (NE) au moment de la mainlevée

Historique

1. Le numéro d'entreprise (NE) est un élément d'information à inscrire sur les documents de mainlevée et de déclaration en détail. Le Système de soutien de la mainlevée accélérée des expéditions commerciales (SSMAEC) et le Système des douanes pour le secteur commercial (SDSC) utilisent tous deux le NE aux fins d'ouverture et de tenue des dossiers des clients. L'identificateur de compte RM des importations-exportations fait partie du NE.

2. La Direction générale des douanes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) finance un service d'enregistrement prioritaire au Centre fiscal de Winnipeg (CFW) pour permettre aux courtiers/agents d'obtenir un NE ou d'ajouter un compte RM au nom de ceux qui importent pour la première fois. Ce service a été mis en place sous forme de projet pilote en 1997, pour éviter que les expéditions d'un importateur ne soient retardées à la frontière lorsque ce dernier n'a pas demandé un NE avant une première importation.

Proposed Change

3. As of April 1, 2001, the CCRA will modify the BN requirement at time of release for first-time importers of goods valued at \$1600CAN or more who are seeking release of a shipment, but are not currently registered for a BN and who elect to use the services of a customs broker or agent. To avoid delays in obtaining release of such shipments, the CCRA will allow the broker/agent to use an administrative BN at the time of release.

Procedures

4. The broker/agent will obtain client information at the time of release in order to complete the appropriate registration form to register for a BN or to add an RM account. A copy of this registration form will be presented to customs with the release documentation, or faxed to the customs office of release in the case of EDI releases. The transaction number must be indicated on the facsimile. This registration form will provide the CCRA with tombstone information concerning the importer until a BN is obtained or an RM account is added.

5. In the event that a broker/agent is aware of a shipment en route to Canada for an importer who has not applied for a BN, the broker/agent should request the appropriate information from the importer for purposes of completing the registration form. The completed form should be faxed to the customs office of release to facilitate the release of the shipment upon its arrival.

6. Within the accounting time limit of five days for high-value shipments, the broker is responsible for obtaining a BN for the importer and for providing this information to the CCRA for accounting purposes. The goods **cannot** be accounted for under the administrative BN. The BN which is assigned to the importer must be quoted on all subsequent release and accounting documentation.

Note: The broker must submit a correction with the new BN to the CCRA until such time as a system enhancement, tentatively scheduled for the fall of 2001, is implemented. This interim solution will

Modification proposée

3. À compter du 1^{er} avril 2001, l'ADRC modifiera la nécessité d'avoir un NE pour ceux qui importent pour la première fois des marchandises d'une valeur égale ou supérieure à 1 600 \$CAN, mais qui ne sont pas enregistrés au NE, et qui décident de recourir aux services d'un courtier en douane ou d'un agent pour obtenir la mainlevée d'une expédition. Pour éviter tout retard, l'ADRC autorisera le courtier ou l'agent à utiliser un NE administratif au moment de la mainlevée.

Procédures

4. Le courtier ou l'agent obtiendra du client les renseignements nécessaires pour remplir le formulaire d'enregistrement au NE ou ajouter un compte RM, au moment de la mainlevée. Une copie du formulaire sera remise aux douanes avec les documents de mainlevée ou transmise par télécopieur au bureau de douane de mainlevée, dans le cas d'une mainlevée par EDI. Le numéro de transaction doit être indiqué sur la télécopie. Ce formulaire d'enregistrement fournira à l'ADRC les renseignements de base sur l'importateur jusqu'à l'obtention d'un NE ou l'addition d'un compte RM.

5. Si un courtier ou un agent sait qu'une expédition d'un importateur n'ayant pas demandé un NE est en route vers le Canada, il devrait obtenir de l'importateur les renseignements nécessaires pour remplir le formulaire d'enregistrement. Le formulaire rempli devrait être transmis par télécopieur au bureau de douane de mainlevée en cause, pour faciliter la mainlevée de l'expédition à son arrivée.

6. Dans le délai de cinq jours prévu pour déclarer en détail des expéditions de grande valeur, le courtier sera tenu responsable d'obtenir un NE au nom de l'importateur et de transmettre à l'ADRC les renseignements nécessaires pour la déclaration en détail. Les marchandises **ne peuvent pas** être déclarées en détail sous un NE administratif. Le NE attribué à l'importateur devra ensuite figurer sur tous ses documents de mainlevée et de déclaration en détail.

Nota : Le courtier doit soumettre une correction avec le nouveau NE à l'ADRC jusqu'à ce qu'une amélioration au système, prévue pour l'automne 2001, soit apportée. La solution temporaire veillera à ce que le

ensure that Form B3 is not rejected by the system. When the system enhancement is in place, the new BN may be submitted as part of the B3 accounting data.

7. These new procedures will allow brokers/agents to obtain a BN for their clients through their local tax services office (TSO) or business window and to direct all inquiries through these offices. The priority registration service at the WTC will be **discontinued** as of April 1, 2001.

8. Brokers who are acting on behalf of **bona fide** one-time importers of low-value shipments of less than \$1600CAN will be allowed to continue to use an RM account number designated for this type of entry under the broker's BN, as per paragraph 22(a) of Memorandum D17-1-5, *Importing Commercial Goods*.

9. Brokers who are accounting for shipments released under the courier/LVS program will process consolidated shipments using an RM account number designated for this type of entry under their own BN, as per paragraph 22(b) of Memorandum D17-1-5.

10. The introduction of a modified timeframe for obtaining a BN is an administrative procedure to ensure that importers obtain timely release of their goods in the event that a BN cannot readily be assigned to them at the time of release. It does **not** relieve the importer of the obligation to obtain a valid BN for release and accounting documentation prior to the importation of a shipment. The relevant procedures for obtaining a BN are found in Memorandum D17-1-5.

11. A Customs Notice will be issued well in advance of the April 1, 2001, implementation date to advise brokers/agents of the detailed procedures, and to inform them of the administrative BN to use on release documentation for first-time importers. Memorandum D17-1-5 will also be revised to reflect the modified procedures.

formulaire B3 ne soit pas rejeté par le système. Dès que l'amélioration au système sera implantée, le nouveau NE pourra être présenté avec les données de déclaration en détail du formulaire B3.

7. Ces nouvelles procédures permettront au courtier ou à l'agent de s'adresser, au nom de son client, au bureau des services fiscaux (BSF) ou au guichet d'affaires de sa localité pour obtenir un NE ou des renseignements. Le service d'enregistrement prioritaire du CFW **ne sera plus offert** à compter du 1^{er} avril 2001.

8. Le courtier qui agit au nom de celui qui importe de **bonne foi** une expédition unique de faible valeur, soit une valeur inférieure à 1600 \$CAN, pourra continuer d'utiliser, pour le traitement de cette expédition, un numéro de compte RM désigné pour ce type d'entrée sous son propre NE, conformément au paragraphe 22a) du mémorandum D17-1-5, *Importation de marchandises commerciales*.

9. Le courtier qui déclare en détail des expéditions dédouanées dans le cadre du programme des messageries et des EFV utilisera, pour le traitement des expéditions groupées, un numéro de compte RM désigné pour ce type d'entrée sous leur propre NE, conformément au paragraphe 22b) du mémorandum D17-1-5.

10. Le nouveau délai prévu pour obtenir un NE représente une procédure administrative devant garantir que les importateurs obtiennent en temps voulu la mainlevée de leurs marchandises, si jamais un NE ne peut leur être facilement attribué au moment de la mainlevée. Cette procédure **ne dispense pas** l'importateur de l'obligation d'obtenir un NE valide à inscrire sur les documents de mainlevée et de déclaration en détail avant l'importation d'une expédition. Les procédures à suivre pour obtenir un NE sont énoncées dans le mémorandum D17-1-5.

11. Un avis des douanes paraîtra bien avant la date d'entrée en vigueur du 1^{er} avril 2001 afin d'informer les courtiers et les agents des procédures détaillées à suivre, et de leur communiquer le NE administratif à inscrire sur les documents de mainlevée au nom de ceux qui importent pour la première fois. De plus, le mémorandum D17-1-5 sera révisé pour tenir compte des nouvelles procédures.

12. The Customs Branch will be working closely with the Collection and Assessments Branch, which is responsible for the TSOs, to ensure a smooth transition of services from the WTC.

General Information

13. We would appreciate receiving your comments on this proposal by **February 28, 2001**. Please send them to:

Lynn Clark
 Manager
 Entry, Accounting and Adjustment Policy
 Import Process Division
 Customs Branch
 Canada Customs and Revenue Agency
 8th floor
 Sir Richard Scott Building
 191 Laurier Avenue West
 Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 941-1035
 Facsimile: (613) 946-0242
 Email: Lynn.Clark@ccra-adrc.gc.ca

12. La Direction générale des douanes collaborera étroitement avec la Direction générale des cotisations et des recouvrements, qui est responsable des BSF, pour assurer la transition sans problème des services du CFW.

Renseignements généraux

13. Nous aimerais recevoir vos commentaires au sujet de cette proposition d'ici le **28 février 2001**. Veuillez les envoyer à la personne-ressource suivante :

Lynn Clark
 Gestionnaire
 Déclaration en détail et politique de rajustement
 Division des processus d'importation
 Direction générale des douanes
 Agence des douanes et du revenu du Canada
 Immeuble Sir Richard Scott
 191, avenue Laurier Ouest, 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 941-1035
 Télécopieur : (613) 946-0242
 Courriel : Lynn.Clark@ccra-adrc.gc.ca



CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, March 6, 2001

Ottawa, le 6 mars 2001

Summary reporting for business documents and letters is being proposed to standardize the reporting requirements for all parties transporting and reporting such material. In addition, this procedural change would align Canadian procedures with international requirements for express consignments under the World Customs Organization (WCO) and mirror the data requirements of our NAFTA partners.

On propose d'établir des déclarations sommaires en ce qui a trait aux lettres et aux documents de nature commerciale, et ce, afin de normaliser les exigences en matière de déclaration visant toutes les parties qui transportent et déclarent ce type de matériel. De plus, ce changement de procédure harmonisera les procédures canadiennes aux exigences internationales sur le dédouanement des envois express, en vertu de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), et reflétera les exigences de renseignements de nos partenaires de l'ALENA.

Summary (X-Bag) Reporting of Business Documents and Advertising Material

1. Couriers and commercial carriers would be allowed to report letters, advertising material, and business documents (see the Appendix) that are eligible for the *Courier Imports Remission Order* (CIRO), on a "bag basis" rather than itemizing or transactionally reporting every letter/document. This type of summary reporting is often referred to as "X-Bag" reporting.
2. Couriers/carriers would submit one summary manifest (cargo control document or air waybill) in the prescribed format, stating the number of document bags and the total number of pieces contained in the bags at the time of cargo report. Each document shipment must be accompanied by a customs declaration or waybill describing the contents of the package and its value.
3. Letter packs and document packs should not exceed a maximum length of 24 inches, should not exceed a maximum combined length, height, and depth (thickness) of 36 inches, and should not exceed one kilo in weight.

Déclaration sommaire (sac X) de documents commerciaux et de matériel publicitaire

1. On peut permettre aux messageries et aux transporteurs commerciaux de déclarer des lettres, du matériel publicitaire et des documents de nature commerciale (voir l'annexe) qui sont admissibles au *Décret de remise visant les importations par messager* (DRIM) sur une « base de sacs » plutôt que de détailler ou de déclarer par transaction chaque lettre ou document. Ce type de déclaration sommaire est souvent appelé la déclaration « sac X ».
2. Les messagers ou les transporteurs peuvent présenter un manifeste récapitulatif (document de contrôle du fret ou connaissement aérien) selon le format déterminé en indiquant le nombre de sacs contenant des documents et le nombre total de pièces contenues dans les sacs au moment de la déclaration du fret. Chaque expédition de documents doit être accompagnée d'une déclaration douanière ou d'un connaissement décrivant le contenu et la valeur du colis.
3. L'emballage des lettres ou des documents ne doit pas excéder la longueur maximale de 24 pouces, ne doit pas excéder les longueur, hauteur et profondeur (épaisseur) combinées maximales de 36 pouces, et ne doit pas peser plus de 1 kilo.

4. The courier/carrier would ensure that dutiable shipments and controlled or regulated goods are not commingled with bags of business documents.
5. Letter/document shipments originating from countries or regions identified by customs as "high risk" may require segregation and would be identified accordingly. Customs reserves the right to pre-notify the courier/carrier of any changes or additions to the list of countries which require segregation and identification.
6. The courier/carrier would make available to customs inspectors all bags and packages being reported for examination and release purposes. Customs retains the right to perform one hundred percent inspection on this cargo without prior notice.
7. Couriers/carriers requiring "service on demand" may be required to contract with customs under a special service agreement.
8. Couriers/carriers who do not comply with the conditions outlined above, or who commingle dutiable shipments or controlled/regulated goods with bags of business documents, may have the summary reporting procedure withdrawn from them by customs at any time.
4. Les messagers ou les transporteurs doivent s'assurer que les envois passibles de droits et contrôlés ou réglementés ne sont pas mélangés avec des sacs contenant des documents commerciaux.
5. Les envois de documents ou de lettres provenant de pays ou de régions qui, selon les douanes, présentent « un risque élevé » peuvent être passibles d'une ségrégation et doivent être identifiés en conséquence. Les douanes se réservent le droit d'informer au préalable le messager ou le transporteur de tout changement ou ajout à la liste des pays passibles d'une ségrégation et d'une identification.
6. Les messagers ou les transporteurs doivent rendre accessibles aux inspecteurs des douanes tous les sacs et colis déclarés à des fins d'examen et de mainlevée. Les douanes se réservent le droit de procéder sans préavis à une inspection globale de la cargaison.
7. Les messagers ou les transporteurs qui requièrent un « service sur demande » peuvent devoir l'obtenir en établissant avec les douanes une entente spéciale de service.
8. Les messagers ou les transporteurs qui ne respectent pas les conditions précitées ou qui mélangeant les envois passibles de droits ou les marchandises contrôlées ou réglementées avec les sacs de documents commerciaux peuvent se voir retirer par les douanes leur droit de participer aux procédures de déclaration sommaire, et ce, en tout temps.

General Information

9. Any questions or comments concerning these procedures should be directed, no later than April 30, 2001, to:

Import Process Division
 Operational Policy and Coordination Directorate
 Customs Branch
 8th floor
 Sir Richard Scott Building
 191 Laurier Avenue West
 Ottawa ON K1A 0L5

Contacts:

Dave House
 Release and Warehouse Programs

Telephone: (613) 954-0054
 Facsimile: (613) 957-8630

Rose Lyons
 Postal, Courier and Casual Refund Program

Telephone: (613) 954-6840
 Facsimile: (613) 952-2134

Renseignements généraux

9. Les questions ou commentaires à propos de ces procédures doivent être adressés, d'ici le 30 avril 2001, à la division suivante :

Division des processus d'importation
 Direction de la politique et de la coordination opérationnelles
 Direction générale des douanes
 Immeuble Sir Richard Scott
 191, avenue Laurier Ouest, 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Personnes-ressources :

Dave House
 Politique de la mainlevée et des entrepôts

Téléphone : (613) 954-0054
 Télécopieur : (613) 957-8630

Rose Lyons
 Programme du courrier, des messageries et des remboursements pour importations occasionnelles

Téléphone : (613) 954-6840
 Télécopieur : (613) 952-2134

APPENDIX**ANNEXE****Business Documents**

The listing of business documents includes the following:

- Accounting documents
- Advertising material (individually addressed, including disks)
- Airline tickets (completed)
- Analysis reports
- Applications (completed) for licences, loans, etc.
- Bank statements
- Bid quotations
- Bills of sale
- Bonds
- Budget statements/reports
- Business correspondence
- Cheques (cancelled)
- Claim files
- Closing statements
- Computer printouts
- Conference reports
- Contracts
- Cost estimates
- Court transcripts
- Credit applications
- Customs paperwork (invoices, certificates of origin, and similar items)
- Data sheets
- Deeds
- Employment papers
- Escrow documents
- Export papers
- Financial statements/reports
- Franchise reports
- Hotel reservations
- Income statements
- Insurance documents
- Interoffice correspondence
- Inventory reports
- Invoices (completed)
- Leases
- Legal documents
- Letters and cards (personal)
- Letters of credit
- Loan documents
- Medical records/reports
- Memoranda
- Office records
- Operating agreements
- Patent applications

Documents commerciaux

La liste des documents commerciaux comporte ceux qui suivent :

- Actes scellés
- Actes de garantie
- Actes de vente
- Agenda/documents/itinéraires de voyage
- Billets d'avion (remplis)
- Bons
- Bons de commande
- Bordereaux (remplis)
- Chèques (annulés)
- Certificats d'actions
- Comptes rendus de réunion
- Confirmations commerciales
- Contrats
- Contrats de bail
- Contrats d'exploitation
- Conventions de vente
- Correspondance d'affaires
- Correspondance entre bureaux
- Curriculum vitae
- Demandes de brevet
- Demandes de crédit
- Demandes de permis, de prêts, etc. (remplies)
- Documents comptables
- Documents d'assurance
- Documents d'expédition
- Documents d'exportation
- Documents de prêts
- Documents juridiques
- Documents manuscrits de directives techniques
- Documents de voyage (remplis)
- Données statistiques
- Dossiers d'appel d'offres
- Dossiers de demandes de prestations
- Dossiers d'entreprise
- Dossiers/rapports médicaux
- États des résultats
- Évaluations des coûts
- Factures (remplies)
- Feuilles de données
- Imprimés d'ordinateur
- Lettres et cartes (personnelles)
- Lettres de crédit
- Lettres d'entierrement
- Listes de prix
- Matériel publicitaire (portant une adresse distincte, y compris les disques)

APPENDIX – cont.

ANNEXE – suite

Price lists	Notes de services
Proposals	Paperasserie douanière (factures, certificats d'origine et pièces semblables)
Prospectuses	Présentations d'offres
Purchase orders	Propositions
Quotations	Propositions de voyage
Resumés	Prospectus
Sales agreements	Relevés bancaires
Sales reports	Rapports d'analyse
Securities	Rapports de franchise
Shipping documents	Rapports d'inventaire
Statistical data	Rapports de ventes
Stocks and shares certificates	Relevés de clôture
Tax reports/papers	Relevés d'emploi
Trade confirmations	Rapports/documents fiscaux
Transcripts	Relevés/rapports budgétaires
Travel documents (completed)	Relevés/rapports financiers
Technical instructions/manuscripts	Réservations d'hôtel
Travel agendas/documents/itineraries	Titres
Travel proposals	Transcriptions
Vouchers (completed)	Transcriptions de débats judiciaires
Warranty deeds	





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, April 24, 2001

Ottawa, le 24 avril 2001

In this publication, you will find a proposal for a change in customs procedures for the attention of all parties involved in importing commercial shipments into Canada.

Note: Send us your comments or suggestions on this Customs Proposal.

Sufferance Warehouse Sub-Location Code

Background

1. Under current procedures, when carriers, freight forwarders, or agents issue a cargo control document to the consignee, they must provide the name of the applicable sufferance warehouse of clearance.

Proposed Change

2. It is proposed that the carrier, freight forwarder, or agent indicate on the cargo control document the unique sufferance warehouse sub-location code that has been assigned to the sufferance warehouse by customs.

3. Where carriers, freight forwarders, or agents do not know the sufferance warehouse sub-location code, they could obtain this information from any customs office. Electronic release clients could obtain a sufferance warehouse sub-location code from their Client Services representative.

La présente publication est destinée à toutes les parties qui interviennent dans le processus d'importation de marchandises commerciales vers le Canada. Elle présente une modification à apporter à la procédure douanière.

Nota : Faites-nous part de vos commentaires ou de vos suggestions sur cette proposition douanière.

Code secondaire d'entrepôt d'attente

Contexte

1. En vertu de la procédure actuelle, lorsqu'un transporteur, un transitaire ou un mandataire remet un document de contrôle du fret au destinataire, il doit fournir le nom de l'entrepôt d'attente responsable du dédouanement.

Modification proposée

2. On propose de permettre au transporteur, au transitaire ou au mandataire de n'indiquer que le code secondaire d'entrepôt d'attente que les douanes ont attribué à l'entrepôt sur le document de contrôle du fret.

3. Lorsque le transporteur, le transitaire ou le mandataire ignore le code secondaire de l'entrepôt d'attente, il pourrait obtenir l'information en communiquant avec l'un des bureaux des douanes. Les clients de la mainlevée électronique pourraient obtenir un code secondaire d'entrepôt d'attente auprès d'un représentant des Services à la clientèle.

4. This new requirement is being proposed in order to allow customs to provide release information to sufferance warehouses through the Release Notification System (RNS), based on their unique sufferance warehouse sub-location code.

5. Where the location of goods is a **sufferance warehouse** and the importer or customs broker transmits the release information electronically to customs, they would include the sub-location code as part of the release information.

General Information

6. Any questions or comments concerning this proposal should be directed, no later than **May 24, 2001**, to:

Release and Warehouse Programs
 Import Process Division
 Operational Policy and Coordination Directorate
 8th floor
 Sir Richard Scott Building
 191 Laurier Avenue West
 Ottawa ON K1A 0L5

Contact: Mark Laramore
 Telephone: (613) 952-0202
 Fax: (613) 957-8630
 Email: mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca

4. Cette nouvelle exigence vise à permettre aux douanes de transmettre l'information sur la mainlevée à l'entrepôt d'attente à l'aide du Système de transmission des avis de mainlevée (STAM), en fonction de leur code secondaire unique d'entrepôt d'attente.

5. Lorsque les marchandises se trouvent dans un **entrepôt d'attente** et que l'importateur ou le courtier transmet l'information pour la mainlevée aux douanes par voie électronique, il devrait inclure le code secondaire dans cette information.

Renseignements généraux

6. Veuillez faire parvenir vos questions ou vos commentaires concernant cette proposition au plus tard le **24 mai 2001**, à l'attention de :

Programmes de la mainlevée et des entrepôts
 Division des processus d'importation
 Direction de la politique et de la coordination
 opérationnelles
 Immeuble Sir Richard Scott
 191, avenue Laurier Ouest, 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Personne-ressource : Mark Laramore
 Téléphone : (613) 952-0202
 Télécopieur : (613) 957-8630
 Courriel : mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, August 7, 2001

Ottawa, le 7 août 2001

This proposal is for the attention of carriers involved in importing in bond commercial shipments as well as freight forwarders involved in remanifesting commercial shipments.

Note: We are looking for your comments or suggestions on this customs proposal.

Importing In Bond Commercial Shipments

Background

1. On July 12, 2000, the Canada Customs and Revenue Agency (CCRA) issued Customs Notice N-339, *Use of 2ITN Carrier Code*, indicating that as of January 8, 2001, the 2ITN carrier code would no longer be accepted for release of commercial shipments. As well, bar-coded documents would be mandatory for shipments cleared under the Pre-Arrival Review System (PARS) and Release on Minimum Documentation (RMD).

Proposed Change

2. Effective April 1, 2002, the CCRA has determined that carriers importing in bond commercial shipments into Canada by highway mode be required to have the cargo control number in a bar-coded format, using their own unique carrier code on the cargo control document (CCD)

Cette proposition concerne les transporteurs qui importent des expéditions commerciales en douane, ainsi que les expéditeurs qui produisent de nouveaux manifestes d'expéditions commerciales.

Nota : Nous vous demandons de soumettre vos commentaires ou suggestions au sujet de cette proposition douanière.

Importation d'expéditions commerciales en douane

Contexte

1. Le 12 juillet 2000, l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a produit l'Avis des douanes N-339, *Utilisation du code de transporteur 2ITN*, dans lequel il était précisé qu'en date du 8 janvier 2001, le code de transporteur 2ITN ne sera plus accepté aux fins de la mainlevée des expéditions commerciales. En outre, les documents à codes à barres seront obligatoires pour les expéditions dédouanées dans le cadre du Système d'examen avant la mainlevée (SEA) et de la mainlevée contre documentation minimale (MDM).

Modification proposée

2. À compter du 1^{er} avril 2002, l'ADRC exige que les transporteurs importent des expéditions commerciales en douane au Canada par transport routier fournissent le numéro de contrôle du fret sous forme de codes à barres, en utilisant leur propre code de transporteur unique sur le document de contrôle du fret (DCF).

3. This procedure will also apply to freight forwarders for secondary reporting and control of in bond cargo that is consolidated/de-consolidated in Canada.

4. Carriers and freight forwarders are encouraged to print their own cargo control documents with bar-coded cargo control numbers as outlined in Appendices G and H of Memorandum D3-1-1, *Regulations Respecting the Importation, Transportation, and Exportation of Goods*. Carriers who wish to obtain blank Form A8A(B), *Customs Cargo Control Document*, from the CCRA are required to use bar-coded cargo control number labels and apply them to the form.

5. Post audit carriers are required to print their own cargo control documents and must indicate "Post Audit" on the cargo control document.

6. You can find cargo control document and bar code specifications on our Web site at www.ccra.gc.ca/carrier, or fax your request for the specifications to Carrier and Cargo Policy Section at (613) 957-9717.

7. You can order Form A8A(B) from our National Distribution Centre by calling 1-800-959-2221, or by fax at (613) 946-0624. Forms can also be ordered from our Web site at www.ccra.gc.ca/formspubs.

3. Cette façon de faire s'appliquera également aux expéditeurs pour la deuxième déclaration en détail et le contrôle de marchandises sous douane qui sont groupées/dégroupées au Canada.

4. Les transporteurs et les expéditeurs sont encouragés à imprimer leurs propres documents de contrôle du fret fournissant les numéros de contrôle du fret à codes à barres, tel que décrit dans les annexes G et H du mémorandum D3-1-1, *Règlement sur l'importation, le transport et l'exportation des marchandises*. Les transporteurs qui veulent un formulaire vierge A8A(B), *Document de contrôle du fret des douanes*, de l'ADRC doivent coller sur le formulaire les étiquettes des numéros de contrôle du fret à codes à barres.

5. Les transporteurs assujettis à la postvérification sont tenus d'imprimer leurs propres documents de contrôle du fret et d'y indiquer « assujetti à la postvérification ».

6. Vous trouverez les prescriptions techniques relatives au document de contrôle du fret et au code à barres sur notre site Web au www.adrc.gc.ca/transporteur. Vous pouvez également envoyer par télécopieur votre demande relative aux prescriptions techniques à la Section de la politique visant les transporteurs et le fret, au (613) 957-9717.

7. Vous pouvez commander le formulaire A8A(B) auprès du Centre national de diffusion en composant le 1 800 959-3376, ou par télécopieur au (613) 946-0624. Vous pouvez également commander des formulaires en vous rendant sur notre site Web au www.adrc.gc.ca/formspubs/menu-f.html.

General Information

8. Any questions concerning cargo control document and bar code specifications should be directed to Rachel Grandmaire at the number or address listed below.

Renseignements généraux

8. Toute question concernant les prescriptions techniques pour le document du contrôle du fret et le code à barres doit être adressée à Rachel Grandmaire au numéro ou à l'adresse apparaissant ci-dessous.

9. We would appreciate your comments or suggestions on this proposal by **September 28, 2001**. Please send them to the following address:

Rachel Grandmaître
Carrier and Cargo Policy Section
Import Process Division
8th floor
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 946-4278
Facsimile: (613) 957-9717
Email: rachel.grandmaitre@ccra-adrc.gc.ca

9. Nous vous saurions gré de nous faire parvenir vos commentaires ou suggestions relativement à la présente proposition d'ici le **28 septembre 2001**. Veuillez les acheminer à l'adresse suivante :

Rachel Grandmaître
Section de la politique visant les transporteurs
et le fret
Division des processus d'importation
191, avenue Laurier Ouest, 8^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 946-4278
Télécopieur : (613) 957-9717
Courriel : rachel.grandmaitre@ccra-adrc.gc.ca







CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, September 27, 2001

Ottawa, 27 septembre 2001

This proposal is for the attention of all importers, customs brokers, and agents involved in the process of importing commercial goods into Canada and accounting for and paying duties and taxes on such goods. Cash supervisors and cashiers at customs offices and officers in regional Client Services units will also wish to take note of this proposal.

Note: We are looking for your feedback on this proposal.

**REVISION OF
ACCOUNTING OVERRIDE
PROCEDURES IN
MEMORANDUM D17-1-5,
IMPORTING COMMERCIAL
GOODS**

Background

1. In Memorandum D17-1-5, *Importing Commercial Goods*, of March 28, 2000, several memoranda were consolidated for ease of reference. Accounting overrides, formerly referenced in Memorandum D17-1-6, *Account Settlement Procedures*, are now provided for in paragraphs 172-176 of Memorandum D17-1-5.
2. Paragraph 175 of Memorandum D17-1-5 reads in part:

"Corrections for clerical errors or changes required for tariff classification, origin, value for duty, or tax status must be submitted to customs on Form B2. This form along with a copy of the daily notice/monthly statement must be given to the customs cashier at the payment office. Customs will do the accounting override to

Cette proposition est à l'intention de tous les importateurs, courtiers en douane et mandataires qui participent au processus d'importation des marchandises commerciales au Canada et qui déclarent et paient des droits et taxes sur de telles marchandises. Les superviseurs des caisses et les caissiers dans les bureaux de douane et les agents dans les bureaux régionaux des services à la clientèle doivent aussi prendre connaissance de cette proposition.

Nota : Nous avons besoin de votre rétroaction relative à cette proposition.

**RÉVISION DES PROCÉDURES DE
DÉROGATION À LA
DÉCLARATION EN DÉTAIL DANS
LE MÉMORANDUM D17-1-5,
IMPORTATION DE
MARCHANDISES COMMERCIALES**

Contexte

1. Dans le mémorandum D17-1-5, *Importation de marchandises commerciales*, du 28 mars 2000, plusieurs mémorandums ont été regroupés pour faciliter la consultation. Les dérogations à la déclaration en détail, qui figuraient auparavant dans le mémorandum D17-1-6, *Procédures de règlement des comptes*, figurent maintenant aux paragraphes 172 à 176 du mémorandum D17-1-5.
2. Le paragraphe 175 du mémorandum D17-1-5 dit, entre autres, ceci :

« S'il s'agit de correction en raison d'une erreur d'écriture ou de modifications relatives au classement tarifaire, à l'origine, à la valeur en douane ou au statut fiscal, un formulaire B2, accompagné de la copie du relevé de compte quotidien/relevé de compte mensuel, devra être présenté au caissier des douanes du bureau de



reflect changes to the statements. The form will be forwarded to the Trade and Administration Services (TAS) in the location where the goods were released. The TAS officer will make a decision on the request. . .”

This wording was mainly intended to ensure that Form B2, *Canada Customs - Adjustment Request*, was submitted in all cases where an importer/broker requested an adjustment to the Form K84 daily notice amount to enable customs to track the change and to assess duties and interest if the adjustment was disallowed by the regional Client Services unit.

3. The former Memorandum D17-1-6 clearly indicated, however, that:

“the correction process is intended to address only those situations where an error has been made in calculation or transposition or where customs has keyed the B3 form incorrectly. It is not, under any circumstances, to be used to circumvent the legislative processes for re-determination of tariff classification, origin, or value for duty, and therefore, cannot be used to change information such as the tariff treatments, tariff classification, or taxable status of imported goods.”

4. The broader interpretation that can now be placed on paragraph 175 of Memorandum D17-1-5 results in accounting overrides submitted for changes in tariff classification, origin, value for duty, and tax status. Some of the concerns raised by our regional offices regarding the wording of this paragraph include the potential to circumvent the legislated requirements and the normal processing channels for the presentation of Form B2 adjustment requests; increased workload for cashiers/cash supervisors and officers in regional Client Services units in processing these requests; and difficulties in reconciling accounting override amounts with the Form B2 information.

paiement en vue de la correction du relevé. Les douanes feront une dérogation à la déclaration en détail pour mettre à jour les données des relevés et enverront le formulaire au bureau des Services d'administration des politiques commerciales (SAPC) où la mainlevée a été accordée. L'agent des SAPC rendra une décision. . . »

Cette révision avait pour principal objectif de faire en sorte que le formulaire B2, *Douanes Canada - Demande de rajustement*, soit présenté chaque fois qu'un importateur ou un courtier demande un rajustement au montant du formulaire K84 afin que les douanes puissent repérer la modification et cotiser les droits et les intérêts si le rajustement n'est pas autorisé par l'unité régionale des Services à la clientèle.

3. Toutefois, l'ancien mémorandum D17-1-6 indique clairement, que

« le processus de correction ne doit servir que dans les situations où une erreur a été commise dans le calcul ou la transcription ou lorsque les douanes ont introduit le formulaire B3 de façon incorrecte. Il ne doit jamais être utilisé pour se soustraire aux procédures législatives visant la révision ou le réexamen du classement tarifaire, de l'origine ou de la valeur en douane, et, par conséquent, il ne peut être utilisé pour modifier des renseignements comme le traitement tarifaire, le classement tarifaire ou le statut aux fins de la taxe des marchandises importées. »

4. L'interprétation élargie que l'on peut maintenant donner au paragraphe 175 du mémorandum D17-1-5 permet que les dérogations à la déclaration en détail soient présentées pour des modifications relatives au classement tarifaire, à l'origine, à la valeur en douane ou au statut fiscal. Parmi les points qui préoccupent nos bureaux régionaux en ce qui concerne le libellé du paragraphe 175, soulignons la possibilité de contourner les exigences imposées par la loi et les chaînes de traitement normales pour la présentation des demandes de rajustement B2; la charge de travail accrue pour les superviseurs des caisses et les agents dans les bureaux régionaux des services à la clientèle relativement au traitement de ces demandes; et les difficultés liées à la réconciliation des montants de dérogation à la déclaration en détail.

Proposed Change

5. The current policy on accounting overrides will be revised to indicate that they will be accepted only in the case of clerical or typographical errors or customs keying errors. Accounting overrides will **not** be accepted for changes in tariff classification, origin, value for duty, and tax status. The normal procedures to submit Form B2 for re-determination by an officer in a regional Client Services unit should be followed for requests involving changes in tariff classification, origin, value for duty, and tax status for refunds under section 74 or corrections under section 32.2 of the *Customs Act*. We will be revising paragraphs 172-176 of Memorandum D17-1-5 to clarify this policy. Please note that the numbering of the proposed paragraphs is for reference within this proposal and does not correspond to their final numbering in the revised Memorandum D17-1-5. The proposed new wording, drawn from the former Memorandum D17-1-6, is outlined below:

Modification proposée

5. La politique actuelle sur les dérogations à la déclaration en détail sera révisée pour indiquer que ces dérogations seront acceptées seulement dans le cas d'erreurs d'écriture ou de frappe ou d'erreurs liées à la saisie des données par les douanes. Les dérogations à la déclaration en détail **ne seront pas** acceptées pour des modifications relatives au classement tarifaire, à l'origine, à la valeur en douane et au statut fiscal. Les procédures normales pour la présentation du formulaire B2 pour révision par un agent dans un bureau régional des services à la clientèle doivent être suivies pour les demandes de remboursement, en vertu de l'article 74, ou de corrections, en vertu de l'article 32.2 de la *Loi sur les douanes*, comprenant des modifications relatives au classement tarifaire, à l'origine, à la valeur en douane et au statut fiscal. Nous réviserons les paragraphes 172 à 176 du mémorandum D17-1-5 pour éclaircir cette politique. Veuillez noter que la numération des paragraphes ne s'applique qu'à la présente proposition et ne correspond pas à la numérotation finale dans le mémorandum D17-1-5. Le nouveau libellé proposé, qui est tiré de l'ancien mémorandum D17-1-6, est énoncé ci-dessous.

REVENUE ADJUSTMENT PROCEDURES FOR FORM K84

6. If the importer/broker discovers a typographical or clerical error or a customs keying error between the time the B3 data is submitted and the time the monthly statement is generated, the error can be corrected through the Customs Commercial System (CCS) K84 override procedures prior to payment (subject to the thirty-day restriction outlined in paragraph 7). The correction process is intended to address only the situations in which a **calculation or transposition error has occurred** or in which customs has keyed the B3 incorrectly. The correction process is not, under any circumstances, to be used to circumvent the legislated process for re-determination of tariff classification, origin, or value for duty, and therefore, cannot be used to change information such as the tariff treatment, tariff classification, or taxable status of imported goods.

PROCÉDURES DE RAJUSTEMENT DES RECETTES POUR LE FORMULAIRE K84

6. Si l'importateur ou le courtier constate une erreur de frappe ou d'écriture ou une erreur d'introduction commise par les douanes entre le moment où les données du B3 sont présentées et celui où est produit le relevé mensuel, l'erreur peut être corrigée avant le paiement en utilisant les procédures d'annulation du formulaire K84 du SDSC (moyennant la restriction du troisième jour ouvrable énoncée au paragraphe 7). Le processus de correction ne vise que les situations où **une erreur de calcul ou de transposition a pris place** ou lorsque les douanes ont mal saisi les données du B3. Le processus de correction ne doit pas, quelles que soient les circonstances, être utilisé pour contourner le processus législatif de révision du classement tarifaire, de l'origine ou de la valeur en douane et, par conséquent, ne peut pas être utilisé pour modifier des renseignements comme le traitement tarifaire, le classement tarifaire ou le statut fiscal des marchandises exportées.

7. Importers/brokers should verify their Form K84 daily notices and bring in correction packages as early as possible, because customs requires enough time to process the correction request. Normally, requests for corrections to a daily notice or a corresponding Form B3, *Canada Customs Coding Form*, will be accepted by customs up to the close of business on the third last business day of the month. This will ensure that the correction can be made before the monthly statement can be issued on the second last business day of the month. However, the customs automated system allows only a thirty-day window for accounting overrides. Therefore, if Form B3 is over 30 days old, it cannot be corrected in CCS (for example, a Form B3 accepted on the 25th of one month cannot be corrected in the system on the 26th of the following month even if that is the third last business day).

8. Customs will only correct B3 data using override procedures if a written explanation of the clerical, typographical, or customs keying error is submitted with the request and the following conditions are met:

- (a) any monetary change is greater than \$2;
- (b) the error is evident from the original invoice submitted;
- (c) the decision is **not** one that has to be made by an officer in a regional Client Services unit (i.e., no tariff classification, origin, tax status or valuation decisions);
- (d) there is no change to the classification number, tariff treatment, rate of GST, or special authority field;
- (e) requests for quantity changes can be substantiated by the original invoice submitted;

7. L'importateur ou le courtier se doit de vérifier ses avis quotidiens et de demander ses demandes de corrections aussitôt que possible pour allouer aux douanes le temps nécessaire au traitement des corrections avant la fermeture des bureaux. Les demandes de corrections à un avis quotidien ou au formulaire B3, *Douanes Canada - Formule de codage*, correspondant doivent être reçues par les douanes à la fermeture des bureaux le troisième jour ouvrable avant la fin du mois. Cela permettra d'apporter les corrections avant l'émission du relevé mensuel le deuxième jour ouvrable avant la fin du mois. Toutefois, les systèmes automatisés des douanes ne permettent qu'un délai de trente jours pour les dérogations à la déclaration en détail. Par conséquent, si un formulaire B3 a plus de trente jours, il ne peut pas être corrigé dans le SDSC (par exemple, un formulaire B3 accepté le 25^e jour du mois ne peut pas être corrigé dans le système le 26^e jour du mois suivant, même s'il s'agit du troisième dernier jour ouvrable avant la fin du mois).

8. Les douanes ne corrigeont les données d'un B3 au moyen des procédures d'annulation que si une explication écrite de l'erreur d'écriture, de frappe ou de saisie des données par les douanes accompagne la demande et si les conditions suivantes sont respectées :

- a) tout changement d'ordre monétaire est supérieur à 2 \$;
- b) l'erreur est évidente sur la facture originale présentée;
- c) la décision **n'en est pas** une qui devrait être prise par un agent dans un bureau régional des services à la clientèle (c.-à-d. pas une décision au sujet du nouveau classement tarifaire, de l'origine, du statut fiscal ou de la valeur);
- d) il n'y a pas de changement dans les zones du numéro de classement, du code tarifaire, du traitement tarifaire, du taux de la TPS ou de l'autorisation spéciale;
- e) les demandes de changement dans la quantité peuvent être justifiées au moyen de la facture originale présentée;

(f) requests for correction of the value for currency conversion can be substantiated from the original invoice submitted and no decision regarding discounts or methods of valuation is required;

(g) an error in the extension calculations, currency code, or rate of exchange is obvious;

(h) the name of the importer or the business number or RM account information needs amending, and the request is accompanied by an authorization letter as per Memorandum D17-2-3, *Importer Name/Account Number or Business Number Changes*. The cash supervisor must indicate the new name/number in the override remarks field. Although there is no monetary change, the original amounts must be rekeyed; otherwise, nil amounts will appear on Form K84;

(i) it is obvious that the B3 data submitted does not correspond with the original invoice submitted (i.e., mishandled paperwork);

(j) one Form B3 is an obvious duplicate of another that has already been paid or is payable. Proof of payment or billing is required; and

(k) It is a customs keying error.

Note: The performance of an override is not to be construed as a determination or a re-determination under section 32.2, 58, 59, 60, or 74 of the *Customs Act*.

f) les demandes de correction de la valeur relative au taux utilisé pour le change peuvent être justifiées au moyen de la facture originale présentée et si aucune décision concernant les remises ou les méthodes d'établissement de la valeur n'est requise;

g) une erreur dans les multiplications, le code de la devise ou le taux de change est évidente;

h) le nom de l'importateur ou le numéro d'entreprise ou les renseignements sur le compte GTI doivent être modifiés et la demande est accompagnée d'une lettre d'autorisation en vertu du mémorandum D17-2-3, *Changements du nom ou du numéro de compte d'importateur ou du numéro d'entreprise*. Le superviseur des caisses doit indiquer le nouveau nom/numéro dans la zone des remarques prioritaires. Même s'il n'y a aucun changement d'ordre monétaire, les montants originaux doivent être réintroduits où des montants « nuls » apparaîtront sur le formulaire K84;

i) il est évident que les données du B3 ne correspondent pas à la facture originale présentée (c.-à-d. erreur dans l'acheminement des écritures);

j) un formulaire B3 est indiscutablement une copie exacte d'un autre qui a déjà été acquitté ou qui est à payer. Une preuve de paiement ou de facturation est exigée;

k) l'erreur est une erreur d'introduction commise par les douanes.

Nota : Les résultats d'une annulation ne devraient pas être interprétés comme une détermination ou une révision selon les articles 32.2, 58, 59, 60 ou 74 de la *Loi sur les douanes*.

CORRECTION PROCEDURES AT AUTOMATED OFFICES BEFORE FORM K84, MONTHLY ACCOUNT STATEMENT, IS ISSUED

9. All errors must be reported to the client's accounting office where Form K84 is generated. For customs keying error corrections, the importer/broker must present the following documentation:

- (a) a copy of the Form K84 daily notice; and
- (b) the corresponding Form B3.

10. For importer/broker errors, the importer/broker must present the following documentation:

- (a) a copy of the K84 daily notice;
- (b) an explanation of the error, including the appropriate letter of authorization as per Memorandum D17-2-3 in the case of an importer name/number change;
- (c) a corrected Form B3 with the same transaction number as the original incorrect B3; and
- (d) a copy of the original B3 accounting package, including the release-stamped copy of the release on minimum documentation (RMD) package.

Note: CADEX participants must provide a hard copy of Form B3 when requesting a correction.

11. If the change is approved by customs, the cash supervisor will perform an accounting override in CCS. The reason for the override must be clearly identified in the explanation field, because this information is used by the Client Services unit to adjust the B3 data. The override will update the monthly statement with the new corrected totals. A copy of the override screen will be given to the importer/broker as confirmation of the correction. When the importer/broker's Form K84 monthly

PROCÉDURES DE CORRECTION DANS LES BUREAUX AUTOMATISÉS AVANT QUE LE FORMULAIRE K84 MENSUEL SOIT ÉMIS

9. Le bureau de paiement du client doit être informé de toutes les erreurs lorsqu'un formulaire K84 est émis. Pour les corrections des erreurs d'introduction des douanes, l'importateur ou le courtier doit présenter les documents suivants :

- a) une copie de l'avis quotidien K84;
- b) le formulaire B3 pertinent.

10. Pour les erreurs commises par l'importateur ou le courtier, ledit importateur ou courtier doit présenter les documents suivants :

- a) une copie de l'avis quotidien K84;
- b) une explication de l'erreur, y compris la lettre d'autorisation appropriée en vertu du D17-2-3 dans le cas d'un changement de nom/de numéro d'un importateur;
- c) un formulaire B3 corrigé renfermant le même numéro de transaction que le formulaire B3 original;
- d) une copie des documents de déclaration en détail B3 originaux, y compris la copie frappée du timbre de la mainlevée contre documentation minimale (MDM).

Nota : Les participants au CADEX doivent fournir une copie sur papier du formulaire B3 lorsqu'ils demandent une correction.

11. Si le changement est approuvé par les douanes, le superviseur des caisses procède à la dérogation à la déclaration en détail dans le SDSC. La raison de la dérogation doit apparaître clairement dans la zone réservée à l'explication parce que cette information est utilisée par l'unité des Services à la clientèle pour le rajustement des données du formulaire B3. La dérogation met à jour le relevé mensuel pour y indiquer les totaux corrigés. Une copie de l'impression de l'écran d'annulation est remise à l'importateur ou au courtier

statement is generated, a section will appear listing each approved override transaction and reflecting the corrected duties and taxes payable.

pour confirmer la correction. Lorsque le relevé mensuel K84 de l'importateur ou du courtier est créé, une section apparaît qui donne la liste de chaque transaction d'annulation approuvée et fait état des droits et taxes à payer corrigés.

12. The cash supervisor will ensure that a screen print of the Accounting – Override screen, along with a copy of the correction package containing the information outlined in paragraph 10, clauses (a)-(d), is forwarded to the Client Services office in the region where the goods were released. A list of client services offices is appended to this proposal. Once the package has been received in the Client Services office, the corrected information will be input into ACOR to update the B3 data. It is imperative that the information is updated in ACOR not only for trade statistic purposes, but also to ensure that there is no subsequent refund claim inadvertently filed against Form B3 for the same correction.

12. Le superviseur des caisses fera en sorte qu'une impression de l'écran Dérogation à la déclaration en détail, ainsi qu'une copie de l'ensemble des corrections contenant les renseignements énoncés au paragraphe 10, clauses a) à d), est envoyée au bureau des Services à la clientèle dans la région où les marchandises ont fait l'objet de la mainlevée. Une liste des bureaux des services à la clientèle est annexée à la présente proposition. Dès que les documents ont été reçus au bureau des Services à la clientèle, les renseignements corrigés doivent être saisis dans le CORA afin de mettre à jour les données B3. Il est impératif que les renseignements soient mis à jour dans le CORA, non seulement à des fins de statistiques commerciales, mais aussi pour s'assurer qu'il n'y a aucune demande de remboursement subséquente présentée par erreur pour demander la même correction au formulaire B3.

CORRECTION PROCEDURES AT NON-AUTOMATED OFFICES BEFORE THE MONTHLY K84 IS ISSUED

13. The importer/broker must present the following documentation to the customs office where the account is to be paid:

(a) a copy of the Form K84 daily notice;

(b) an explanation of the error, including the appropriate letter of authorization as per Memorandum D17-2-3 in the case of an importer name/number change;

(c) **two** copies of the corrected Form B3 with the same transaction number as the incorrect Form B3; and

(d) a copy of the original Form B3 accounting package, including the release-stamped copy of the RMD package.

PROCÉDURES DE CORRECTION DANS LES BUREAUX NON AUTOMATISÉS AVANT QUE LE FORMULAIRE K84 MENSUEL SOIT ÉMIS

13. L'importateur ou le courtier doit présenter les documents suivants au bureau de douane où le compte doit être acquitté :

a) un exemplaire de l'avis quotidien K84;

b) une explication de l'erreur, y compris la lettre d'autorisation appropriée en vertu du mémorandum D17-2-3 dans le cas d'un changement de numéro/de nom d'un importateur;

c) **deux** exemplaires du formulaire B3 corrigé avec le même numéro de transaction que le formulaire B3 incorrect;

d) un exemplaire des documents de déclaration en détail B3 originaux, y compris la copie frappée du timbre de la mainlevée contre documentation minimale (MDM).

14. If the change is approved, the B3 line on the importer/broker's copy of the K84 daily notice will be changed, stamped with the customs office stamp, signed by the cash supervisor, and returned to the importer/broker. Because it is a non-terminal office, corrections made by this office to Form B3 and K84 daily notices cannot be reflected on the monthly K84 statement. Therefore, copies of the corrected daily notices and Form B3 must be part of the broker/importer's reconciliation process.

15. The cash supervisor will ensure that a copy of the corrected Form K84 notice with the customs office stamp and a copy of the correction package containing the information outlined in paragraph 13, clauses (a)-(d) above, are forwarded to the Client Services office in the region where the goods were released. A list of Client Services offices is found in the Appendix. Once the package has been received in the Client Services office, the corrected information will be input into ACOR to update the B3 data. It is imperative that the information is updated in ACOR not only for trade statistic purposes, but also to ensure that there is no subsequent refund claim inadvertently filed against Form B3 for the same correction.

14. Si le changement est approuvé, la ligne B3 sur l'exemplaire de l'importateur ou du courtier de l'avis quotidien K84 est modifiée, frappé du timbre du bureau des douanes et signé par le superviseur des caisses, puis le document est retourné à l'importateur ou au courtier. Étant donné qu'il s'agit d'un bureau non automatisé, les corrections apportées par ce bureau au formulaire B3 et aux avis quotidiens ne peuvent apparaître sur le relevé mensuel K84. Par conséquent, des copies des avis quotidiens et du formulaire B3 corrigées doivent faire partie du processus de rapprochement de l'importateur ou du courtier.

15. Le superviseur des caisses fera en sorte qu'un exemplaire de l'avis K84 corrigé portant le timbre des douanes et un exemplaire des documents de correction contenant les renseignements énoncés au paragraphe 13, clauses a) à d) ci-dessus, sont envoyés au bureau des services à la clientèle dans la région où les marchandises ont fait l'objet de la mainlevée. Une liste des bureaux des services à la clientèle est annexée à la présente proposition. Dès que les documents ont été reçus au bureau des Services à la clientèle, les renseignements corrigés doivent être saisis dans le CORA afin de mettre à jour les données B3. Il est impératif que les renseignements soient mis à jour dans le CORA, non seulement à des fins de statistiques commerciales, mais aussi pour s'assurer qu'il n'y a aucune demande de remboursement subséquente présentée par erreur pour demander la même correction au formulaire B3.

CORRECTIONS AFTER THE MONTHLY FORM K84 IS ISSUED

16. Requests for changes as a result of typographical or clerical errors **after** the monthly Form K84 statement has been generated must be submitted to the appropriate Client Services office on Form B2. Procedures for the presentation of Form B2 are outlined in Memorandum D17-2-2, *Processing of Adjustment Request Forms*. Importers/brokers will be expected to pay the amount in question pending the outcome of the Form B2 review by the Client Services unit.

CORRECTIONS APRÈS QUE LE FORMULAIRE K84 MENSUEL EST ÉMIS

16. Les demandes de changements suite à des erreurs de frappe ou d'écriture **après** que le relevé mensuel K84 a été créé doivent être présentées au bureau des Services à la clientèle appropriés sur le formulaire B2. Les procédures pour présenter le formulaire B2 sont énoncées dans le D17-2-2, *Traitemennt des formules de demande de rajustement*. L'importateur ou le courtier doit payer le montant en cause en attendant le résultat de l'examen du formulaire B2 effectué par l'unité des Services à la clientèle.

17. In **exceptional circumstances only**, customs will allow a client to submit a completed Form B2 to the cashier at the payment office and to "short remit" by the correction amount in the case of **an obvious typographical or clerical error** when the error can impose a **financial hardship** on the importer/broker, (for example, duties of \$100,000 showing when the correct amount is \$100), and the importer/broker can adequately justify the delay in submitting the request for correction. A written explanation of the change must accompany the request, the change requested must match the information shown on Form B2, and the cash supervisor must be readily able to identify the required change. Requests of this nature will be reviewed on a case-by-case basis in consultation with the Entry, Accounting and Adjustment Policy Unit, Import Process Division, in Headquarters. This policy will be monitored to ensure that it is not abused by the importer/broker. The accounting override will not be performed unless Form B2 is also presented. The legislative authority to be cited by the importer/broker in the "Justification for Request" field of Form B2 is paragraph 74(1)(d) of the *Customs Act*. In the "Explanation" field of Form B2, the statement "Request for K84 Accounting Override" should be shown. No changes involving a re-determination decision, i.e., changes in tariff classification, origin, value, or tax status will be allowed under these procedures.

17. Dans **des circonstances exceptionnelles seulement**, les douanes permettent au client de présenter un formulaire B2 dûment rempli au caissier au bureau de paiement et de déduire le montant de la correction lorsqu'il s'agit d'**une erreur évidente de frappe ou d'écriture** lorsque l'erreur peut imposer des **difficultés financières** à l'importateur ou au courtier, (par exemple, droits de 100 000 \$ qui apparaissent alors que le montant correct est 100 \$) et lorsque l'importateur ou le courtier peut fournir une justification adéquate pour le retard lorsqu'il présente la demande de correction. Une explication par écrit du changement doit accompagner la demande, le changement requis doit correspondre aux renseignements figurant sur le formulaire B2, et le superviseur des caisses doit être en mesure de déterminer immédiatement le changement requis. Les demandes de cette nature seront examinées au cas par cas conjointement avec la Section de la politique de déclaration en détail et de rajustement, Division des processus d'importation, de l'Administration centrale. Cette politique sera contrôlée afin de s'assurer qu'il n'y a aucun abus de la part de l'importateur ou du courtier. La dérogation à la déclaration en détail ne peut avoir lieu si un formulaire B2 n'est pas présenté en même temps. L'autorité législative qui doit être citée par l'importateur ou le courtier dans la zone « justification de la demande » du formulaire B2 et l'alinéa 74(1)d de la *Loi sur les douanes*. Dans la zone « Explication » du formulaire B2, l'énoncé « Demande de dérogation à la déclaration en douane K84 » devrait apparaître. Aucune modification relative à une décision de révision (c.-à-d. modifications relatives au classement tarifaire, à l'origine, à la valeur en douane ou au statut fiscal) ne sera autorisée en vertu de ces procédures.

18. If the change is approved, the B3 line on the importer/broker's copy of the K84 daily notice will be changed, stamped with the customs office stamp, signed by the cash supervisor, and returned to the importer/broker.

18. Si la modification est approuvée, la ligne B3 sur la copie de l'avis quotidien K84 de l'importateur ou du courtier sera modifiée, frappée du timbre du bureau de douane, signée par le superviseur des caisses et retournée à l'importateur ou au courtier.

19. The cash supervisor is responsible for ensuring that Form B2 and all supporting documentation, a copy of the monthly K84 showing the correction, and the written explanation for the change request are forwarded to the Client Services office in the region where the goods were released. A list of client services offices is found in the Appendix. Form K84 must be clearly marked to indicate that the amount has not been paid. Because only a manual accounting override has been performed, Form B2 can be

19. Le superviseur des caisses est tenu de s'assurer que le formulaire B2 et tous les documents justificatifs, un exemplaire du K84 mensuel montrant la correction et l'explication par écrit des modifications requises sont envoyés au bureau des services à la clientèle dans la région où les marchandises ont fait l'objet de la mainlevée. Une liste des bureaux des services à la clientèle est annexée à la présente proposition. Le formulaire K84 doit être marqué de façon à indiquer clairement que le montant n'a pas

processed to correct the B3 data without having to perform an ACOR. The refund clerk will enter the amounts in the ENT/ACC screen of the Entry Adjustment System. If the claim is accepted, the accounting screen will be used to "zero out" the amount owing with the amount of the accounting override. The Net Adjustment will be 0.00, because this amount has already been "refunded" through an accounting override. If the claim is rejected, the importer/broker will be responsible for paying the additional amount owing and any interest owing on that amount.

20. In any other circumstances, if an importer/broker short remits on Form K84, Form K23, *Invoice*, will be prepared, and daily late payment interest will apply on the outstanding balance from the first calendar day following the due date. This amount will be subject to action by the Collections area of the Canada Customs and Revenue Agency. The Collections area may apply a lien under section 146 of the *Customs Act*, thereby preventing any further release of goods for that importer; place a hold on any federal refunds until the debt is fully paid; or make a claim against the release before the security posted by the importer/broker is paid.

21. It is anticipated that the revised procedures will take effect December 3, 2001. The implementation date will be announced in a subsequent customs notice.

General Information

22. Your feedback to the address below is requested by **October 26, 2001**.

été payé. Puisqu'on a procédé seulement à une dérogation à la déclaration en détail manuelle, le formulaire B2 peut être traité pour corriger les données du B3 sans avoir à effectuer une transaction CORA. Le commis au remboursement entrera les montants au Système de rajustement des déclarations en détail à l'écran MRD/ACOM. Si la demande est acceptée, l'écran des déclarations en détail sera utilisé pour « annuler » le montant dû et le remplacer par le montant de la dérogation à la déclaration en détail. Le rajustement net sera 0,00 parce que ce montant aura déjà été « remboursé » en procédant à la dérogation. Si la demande est rejetée, l'importateur ou le courtier sera tenu de payer le montant additionnel et les intérêts dus sur ce montant.

20. Dans toute autre circonstance, si un importateur ou un courtier effectue un versement partiel sur un formulaire K84, le formulaire K23, *Facture*, doit être préparé et des intérêts journaliers pour paiement tardif s'appliquent sur le solde dû à partir du premier jour civil suivant la date d'échéance. Ce montant fera l'objet de mesures prises par la section des Recouvrements de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. La section des Recouvrements peut constituer un gage à titre de garantie en vertu de l'article 146 de la *Loi sur les douanes*, empêchant ainsi toute autre mainlevée de marchandises pour ledit importateur; bloquer tout remboursement fédéral jusqu'à ce que la dette soit entièrement payée; ou empêcher la mainlevée en invoquant une garantie versée par l'importateur ou le courtier.

21. La date de mise en oeuvre prévue des procédures révisées est le 3 décembre 2001. La date de mise en oeuvre sera annoncée dans un avis des douanes ultérieur.

Renseignements généraux

22. Nous avons besoin de votre rétroaction d'ici **le 26 octobre 2001**.

23. If you have any comments or questions regarding this updating of the accounting override provisions of Memorandum D17-1-5, please contact:

Lynn Clark
 Manager, Entry, Accounting and Adjustment
 Policy
 Import Process Division
 Operational Policy and Coordination Directorate
 Customs Branch
 8th floor
 Sir Richard Scott Building
 191 Laurier Avenue West
 Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 941-1035
 Facsimile: (613) 946-0242
 Email: Lynn.Clark@ccra-adrc.gc.ca

23. Pour toute observation ou question relative à cette mise à jour des dispositions régissant la dérogation à la déclaration en détail du mémorandum D17-1-5, veuillez communiquer avec la personne-ressource suivante :

Lynn Clark
 Gestionnaire, Politique de déclaration en détail
 et de rajustement
 Division des processus d'importation
 Direction de la politique et de la coordination
 opérationnelles
 Direction générale des douanes
 Immeuble Sir Richard Scott
 191, avenue Laurier Ouest
 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 941-1035
 Télécopieur : (613) 946-0242
 Courriel : Lynn.Clark@ccra-adrc.gc.ca



APPENDIX**LIST OF CLIENT SERVICES OFFICES**

Client Services, Halifax P. O. Box 3080 Station Parklane Centre Halifax NS B3J 3G6	Client Services, Québec 3rd floor 130 Dalhousie Street Québec QC G1K 7P6
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required
Client Services, Montréal 5th floor 400 Place d'Youville Montréal QC H2Y 2C2	Client Services, NORO 11th floor 333 Laurier Street West Ottawa ON K1A 0L9
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required
Client Services, Toronto 3rd floor 1 Front Street West P.O. Box 10, Station "A" Toronto ON M5W 1A3	Client Services, Hamilton 26 Arrowsmith Road P.O. Box 2989 Hamilton ON L8N 3V8
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required
Client Services, London 10th floor 451 Talbot Street London ON N6A 4R3	Client Services, Windsor 4th floor 185 Ouellette Avenue Windsor ON N9A 4H7
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required
Client Services, Winnipeg 1st floor 269 Main Street Winnipeg MB R3C 1B3	Client Services, Calgary Bay 32, 3033-34th Avenue NE Calgary AB T1Y 6X2
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required
Client Services Division, Vancouver 5th floor 333 Dunsmuir Street Vancouver BC V6B 5R4	
ATTENTION: Accounting Override/ACOR Required	

ANNEXE**LISTE DES BUREAUX DES SERVICES À LA CLIENTÈLE**

Services à la clientèle, Halifax C.P. 3080 Station Parklane Centre Halifax NS B3J 3G6	Services à la clientèle, Québec 130, rue Dalhousie 3 ^e étage Québec QC G1K 7P6
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA
Services à la clientèle, Montréal 400, Place d'Youville 5 ^e étage Montréal QC H2Y 2C2	Services à la clientèle, BRNO 333, rue Laurier Ouest 11 ^e étage Ottawa ON K1A 0L9
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA
Services à la clientèle, Toronto 1, rue Front Ouest, 3 ^e étage C.P. 10, succursale « A » Toronto ON M5W 1A3	Services à la clientèle, Hamilton 26 Arrowsmith Road C.P. 2989 Hamilton ON L8N 3V8
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA
Services à la clientèle, London 451, rue Talbot 10 ^e étage London ON N6A 4R3	Services à la clientèle, Windsor 185, avenue Ouellette 4 ^e étage Windsor ON N9A 4H7
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA
Services à la clientèle, Winnipeg 269, rue Main 1 ^{er} étage Winnipeg MB R3C 1B3	Services à la clientèle, Calgary Compartiment 32 3033-34 ^e Avenue NE Calgary AB T1Y 6X2
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA
Division des services à la clientèle, Vancouver 333, rue Dunsmuir 5 ^e étage Vancouver BC V6B 5R4	
ATTENTION : Dérogation à la déclaration en détail/CORA	





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, January 21, 2002

Ottawa, le 21 janvier 2002

This proposal is for the attention of all participants in the Courier/LVS Program and all brokers who prepare "F" type accounting documents to account for LVS goods released under this program.

Note: We are looking for feedback on this Customs Proposal.

Introduction

1. The change outlined in this proposal is that separate subheaders be inserted on Form B3, *Canada Customs Coding Form*, to indicate different tariff treatment codes on the "F" type consolidated entries used for courier LVS shipments. This new procedure will simplify the refund process when adjustments are required to these documents.

Background

2. Instructions for the completion of "F" type consolidated accounting documents are found in Appendix J of Memorandum D17-1-10, *Coding of Customs Accounting Documents*. Presently, the coding instructions for Field No. 14, Tariff Treatment, specify that code "2" should be used. This code relates to the Most Favoured Nation (MFN) tariff treatment. Duties and taxes must then be calculated off entry using the appropriate tariff treatment.

3. The exclusive use of code "2" has resulted in additional work for Client Services officers when they process adjustments for goods entitled to

Cette proposition est à l'attention de tous les participants au Programme de messagerie ou d'expédition de faible valeur et de tous les courtiers qui préparent des documents de déclaration en détail de type « F » pour rendre compte d'expéditions de faible valeur (EFV) en vue d'un dédouanement en vertu de ce programme.

Nota : Nous désirons des commentaires sur cette Proposition douanière.

Introduction

1. La modification décrite dans cette proposition consiste à placer des sous-titres sur le formulaire B3, *Douanes Canada - Formule de codage*, pour indiquer divers codes de traitement tarifaire sur les documents de déclaration en détail consolidé de type « F » utilisés pour les messageries et les EFV. Cette nouvelle procédure simplifiera le processus de remboursement lorsque des ajustements sont requis sur ces documents.

Historique

2. Les instructions sur la façon de remplir les documents de déclaration en détail consolidés de type « F » se trouvent dans l'annexe J du mémorandum D17-1-10, *Codage des documents de déclaration en détail des douanes*. Actuellement, les instructions de codage pour la Zone 14, Traitement du tarif, spécifie que le code « 2 » doit être utilisé. Ce code se rapporte au traitement du Tarif pour la nation la plus favorisée (NPF). Les droits et les taxes doivent alors être calculés à partir des entrées en utilisant le traitement de tarif adéquat.

3. L'utilisation exclusive du code « 2 » a résulté en un surplus de travail pour les agents des Services à la clientèle, qui, lorsqu'ils doivent traiter les ajustements

another tariff treatment because they cannot adjust against this line and must create a new entry.

pour des marchandises ayant droit à un autre traitement tarifaire, ne peuvent faire l'ajustement sur cette ligne et doivent créer une nouvelle entrée.

Proposed Change

4. To facilitate the processing of Form B2 adjustment requests, we are proposing that once the duties and taxes have been calculated offline, separate subheaders be inserted on the consolidated accounting document to indicate the appropriate code for each tariff treatment. For example, if the United States tariff is claimed for some goods, a separate subheader would be created showing tariff treatment code "10."

Note: When claiming the benefits of a preferential tariff treatment, importers/brokers should refer to the policy guidelines contained in Memorandum D11-4-2, *Proof of Origin*.

Modification proposée

4. Pour faciliter le processus des demandes de rajustement du formulaire B2, nous proposons d'ajouter des sous-titres séparés avec les codes de traitement tarifaire appropriés sur le document de déclaration en détail consolidé, une fois que les droits et taxes ont été calculés de façon autonome. Par exemple, si le tarif des États-Unis est réclamé pour certaines marchandises, un sous-titre séparé pourrait être créé montrant le traitement tarifaire code « 10 ».

Nota : Lors d'une réclamation des bénéfices d'un traitement tarifaire préférentiel, les importateurs et les courtiers doivent se référer aux lignes directrices contenues dans le mémorandum D11-4-2, *Justification de l'origine*.

General Information

5. Please send your comments on this proposal no later than **March 1, 2002**, to the following officer:

Vincent Millar
 Senior Program Officer
 Postal, Courier and Casual Refund Program
 Import Process Division
 Operational Policy and Coordination Directorate
 Customs Branch
 8th floor
 Sir Richard Scott Building
 191 Laurier Avenue West
 Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-7150
 Facsimile: (613) 952-2134

Email: vincent.millar@ccra-adrc.gc.ca

Renseignements généraux

5. Veuillez faire parvenir vos commentaires d'ici le **1^{er} mars 2002** à l'agent suivant :

Vincent Millar
 Agent de programme principal
 Programme du courrier, des messageries
 et des remboursements pour
 importations occasionnelles
 Division des processus d'importation
 Direction de la politique et de la
 coordination opérationnelles
 Direction générale des douanes
 Immeuble Sir Richard Scott
 191, ave Laurier Ouest, 8^e étage
 Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 954-7150
 Télécopieur : (613) 952-2134

Courriel : vincent.millar@ccra-adrc.gc.ca





CUSTOMS PROPOSAL • PROPOSITION DOUANIÈRE

Ottawa, February 21, 2002

Ottawa, le 21 février 2002

This proposal is for the attention of all parties involved in importing commercial shipments into Canada. The following changes are being introduced to reduce the paper burden on both our clients and customs operations.

Cette proposition s'adresse à toutes les parties visées par l'importation d'expéditions commerciales au Canada. Les modifications suivantes visent à réduire les formalités administratives tant pour les clients que pour les opérations douanières.

Measures to Reduce Paper Burden When Importing Commercial Shipments Into Canada

Cancellation of Return of Importer/Broker Copy of PARS Documentation

1. Under current procedures, when a carrier reports the arrival of a Pre-Arrival Review System (PARS) shipment at a highway border location, drivers present two copies of their documentation (i.e., invoice/bill of lading) to request the release of the shipment(s). Once the goods are released, a customs officer stamps the documentation and returns one copy to the carrier as a record. If the service option used by the importer or broker is a PARS paper, the second copy is forwarded to the importer or broker as notification of release and for use in the final accounting document (applicable to non-CADEX transactions only). If the service option is electronic, a customs officer destroys the second copy.

2. We are proposing to eliminate forwarding PARS release documents to the importer or broker effective November 4, 2002. Clients would continue to receive notification of release through either the Release Notification System (RNS) or the Customs Automated Data Exchange System (CADEX).

Mesures visant à réduire les formalités administratives pour les importations commerciales au Canada

Annulation de la copie Retour à l'importateur ou au courtier dans la documentation SEA

1. Selon la procédure actuelle, lorsqu'un transporteur déclare l'arrivée d'une expédition à l'aide du Système d'examen avant l'arrivée (SEA) dans un poste frontalier terrestre, le chauffeur présente deux copies de la documentation (c.-à-d. facture/connaissance) pour obtenir la mainlevée de l'expédition. Une fois la mainlevée accordée, un agent des douanes estampille la documentation et envoie une copie au transporteur pour ses dossiers. Si l'importateur ou le courtier choisit l'option de service SEA papier, la deuxième copie est envoyée à l'importateur ou au courtier où elle servira d'avis de la mainlevée et de documentation pour la déclaration en détail finale (transactions non CADEX seulement). Si l'option de service est électronique, un agent des douanes détruit la deuxième copie.

2. Nous proposons d'éliminer la transmission des documents de mainlevée SEA à l'importateur ou au courtier à compter du 4 novembre 2002. Les clients continueront à recevoir un avis de mainlevée à l'aide du Système de transmission des avis de mainlevée (STAM) ou du Système automatisé d'échange de données des douanes (CADEX).



3. Carriers requesting the release of a PARS shipment would only be required to present one set of documentation. Since no copy of the release documents would be forwarded to the importer or broker, clients using a non-CADEX accounting option could not use a PARS service option to obtain the release of goods. Instead they would be required to follow the normal procedures for a post-arrival service option where they would continue to receive a copy of the release documents.

3. Les transporteurs qui demandent la mainlevée d'une expédition SEA n'auront donc qu'à présenter une seule copie de la documentation. Puisqu'aucune copie de la documentation pour la mainlevée ne sera transmise à l'importateur ou au courtier, les clients qui utilisent une option de déclaration en détail non CADEX ne pourront pas utiliser une option de service SEA pour obtenir la mainlevée de leurs marchandises. Ils devront plutôt suivre la procédure normale pour une option de service après l'arrivée afin de continuer à recevoir une copie de la documentation pour la mainlevée.

Elimination of Release Notification Report

4. With the introduction of Line Release in 1991, customs developed a Release Notification Report that is generated on a daily basis according to the client account security number. This report lists released transactions from the previous day and is distributed by the local customs office to the applicable importer, broker, or sub-agent. The report is supplementary to the importer or broker receiving notification of release through RNS or CADEX.

Élimination du rapport d'avis de mainlevée

4. Depuis l'entrée en vigueur de la mainlevée à la ligne d'inspection primaire, en 1991, les douanes ont élaboré un rapport d'avis de mainlevée produit quotidiennement à partir du numéro de compte-garantie du client. Le rapport, qui dresse la liste des transactions pour lesquelles la mainlevée a été accordée la veille, est transmis à l'importateur, au courtier ou au mandataire par le bureau local de douane. Ce rapport s'ajoute à l'avis de mainlevée que reçoit l'importateur ou le courtier à l'aide du STAM ou du CADEX.

5. Since 1991, a number of changes in customs processes, including electronic release, the consolidation of client offices, and the reliance on electronic notification of release have resulted in this report becoming redundant. Therefore, we are proposing to eliminate this report as of November 4, 2002.

5. Depuis 1991, les nombreux changements apportés aux processus des douanes, y compris la mainlevée électronique, la fusion des bureaux des clients et la confiance accordée aux avis électroniques de mainlevée, ont rendu ce rapport redondant. Nous proposons donc de l'éliminer à compter du 4 novembre 2002.

General Information

6. We welcome your comments or suggestions on the proposed changes by March 29, 2002. Please send them to:

Renseignements généraux

6. Vous pouvez nous faire part de vos commentaires ou de vos suggestions sur les modifications proposées avant le 29 mars 2002. Veuillez les envoyer à l'attention de la personne-ressource suivante :

Mark Laramore
Release Policy
Import Process Division
8th floor
Sir Richard Scott Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-0202
Facsimile: (613) 957-8630
Email: mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca

Mark Laramore
Politique de la mainlevée
Division des processus d'importation
Immeuble Sir Richard Scott
8^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 952-0202
Télécopieur : (613) 957-8630
Courriel : mark.laramore@ccra-adrc.gc.ca



